

POBL VREIZH/LE PEUPLE BRETON

N° 609 / 4,00 €

AUJOURD'HUI, ÊTRE LIBRE, C'EST ÊTRE INFORMÉ

OCTOBRE/HERE 2014

**LE PEUPLE
BRETON**

RÉFÉRENDUM ÉCOSSAIS

Les leçons
du scrutin

B 92009 - 609 - F: 4,00 €



3 789200 904000 06090

LE PEUPLE BRETON

L'INVITÉE

Orange : vingt ans d'extrême droite, vingt ans de destruction sociale

L'EXTRÊME DROITE LA PLUS RADICALE sévit à Orange, en la personne de Jacques Bompard, élu par « hasard » en 1995, réélu trois fois depuis avec en prime un poste de député de la 4^e circonscription du Vaucluse. Qu'est-ce qui fait cette réussite, mais, aussi, quelles sont les conséquences de vingt ans de pouvoir sans partage ?

Opportunisme et démagogie

Il y faut la complicité d'une classe politique qui ne se donne pas vraiment les moyens de faire tomber le fruit pourri de la démocratie : l'extrême droite fait peur et attire l'électeur vers ce qui se pare des oripeaux de la démocratie. Ainsi, Thierry Mariani, la « droite populaire », a-t-il longtemps sauvé son siège de député du Vaucluse en aidant, même passivement, au maintien du « monstre ». Puis, lorsqu'il a eu fini de jouer pour voler vers des horizons plus excitants, il s'est assis sur cette circonscription qui lui a servi de marchepied pendant des années pour se tourner vers les « Français de l'étranger ».

La réussite passe aussi par une propagande forcée : « La propagande est aux démocraties ce que la violence est aux dictatures » (Noam Chomsky). Pour pouvoir exercer sans entrave cette propagande, il fallait isoler les Orangeois afin qu'une seule voix, une seule image dominent le paysage local. Pas de débat, pas de partage de l'affiche, aucune politique publique qui reliait l'action de l'Etat, du Département, de la Région, de l'Europe, n'est mise en œuvre. Ainsi, ce sont des dizaines de millions d'euros accompagnant des projets de dynamisation qui ont été volontairement perdus.

Comment l'extrême droite finance-t-elle ses politiques ? Facile, car à Orange la seule politique qui vaille est celle de l'apparence : rues et trottoirs, façades pimpantes sur des bâtiments en ruine sont ainsi priviligés pour faire « une belle ville ». L'affichage touche aussi la gestion : les caisses sont pleines, avec plus de 27 millions d'argent public bloqués sur les comptes. Cet argent a été pris dans les poches des Orangeois : Orange, ce sont 20% de prélèvements fiscaux en plus que la moyenne des villes ayant un nombre d'habitants

comparables. C'est aussi la vente du patrimoine, l'abandon ou la privatisation au « moins-disant social » des services publics, la réduction drastique des personnels de tous niveaux et principalement des cadres, l'absence d'entretien des bâtiments et des matériels, le refus du soutien au monde éducatif, associatif, culturel, sportif et économique.



Bruno Abadie

Anne-Marie Hautant

conseillère municipale d'opposition (Parti Occitan) à Orange

Conséquences désastreuses

En vingt ans, de très nombreux services ou activités indispensables à une collectivité ont disparu, ce qui participe de l'émiettement de la société. Quelques exemples :
- enfance : suppression des intervenants sportifs en primaire, de l'école des sports, des études du soir, introduction de quota pour les cantines et le centre de loisirs associé à l'école doublé d'un système de réservation contraignant assujéti au prépaiement,

suppression des bus vers le centre de loisirs situé à plusieurs kilomètres de la ville...

- anciens : plus de foyer permanent en centre-ville, remplacé par des sorties ponctuelles au public ciblé ;

- services publics : démolition de la piscine historique d'été, fermeture plusieurs années de la piscine d'hiver, restriction des heures d'ouverture des services de la mairie, suppression de rotations et de lignes de bus, suppression des bancs publics (des tabourets pliants portables en tissu sont proposés aux personnes âgées), médiathèque qui assure un service très minimum, démolition de l'office de tourisme et réaffectation du personnel dans un « placard », suppression des locaux pour les associations, réaffectation de la gare routière hors du centre-ville, privatisation de l'exploitation du musée et du théâtre antique, abandon de la colline Saint-Eutrope, qui recèle un trésor historico-archéologique ;

- animations : perte de label Ville d'art et d'histoire, abandon de la foire d'octobre, de la fête médiévale, de la fête foraine, de la patrimoine mobile d'hiver qu'affectionnaient les jeunes ;

- les associations sportives reçoivent des subventions ridicules, sauf celle du club de volley, dirigé par les amis de l'edile, l'association de foot est en train de mourir, d'autres ont disparu ou survivent grâce notamment au Département, à la Région et aux parents ;

- aucun développement économique : une ZAC normalement prévue pour l'industrie et l'artisanat a fini dans un projet immobilier commercial qui se meurt aujourd'hui.

Tous les secteurs sont touchés, la ville est figée, les commerçants sont terrorisés à l'idée qu'on leur ferme une terrasse, un accès, les moyens de travailler, personne n'ose parler. A côté de ce marasme, la petite entreprise familiale Bompard se porte très bien et vit aux frais de la République : les fils sont attachés parlementaires du député, assistant de la conseillère générale, directeur de cabinet, le genre est chef de service, etc.

Nos institutions ne permettent pas de lutter contre ce cancer qui gagne grâce à la démagogie la plus infâme et la plus brutale, au mépris des citoyens.

sommaire

Éditorial

Mona Bras
« Ou nous mène la course à l'échelle ? » 5

Économie

Quel rapport Etat centralisé-multinationales ? 6-7

International

Quelques jours où l'Écosse a fait trembler l'Europe libérale 22-23-24

Le référendum écossais : et après ? 25

Politique

Université d'été de R&Ps en Corse 33

Agriculture

Le renouveau des circuits courts 10-11

Libre ton

Le sentiment d'appartenance est une chance 13

Enseignement

Rentrée bilingue : une progression de plus en plus faible 14-15

Langue corse : 3 h par semaine depuis plus de 15 ans 16

Un jour avec...

Patrick Kemener 26-27

Pages culturelles

Livres 28

Livre du mois 29

Musiques de Celtie 30

Selaout 31

Les 15 ans d'« Hopala ! » 32

Octobre/Here 2014



Gael Briand



L'ÉVÉNEMENT DU MOIS DE SEPTEMBRE aura été sans conteste le référendum écossais du 18 septembre. Première surprise : ce référendum intéressa, il a passionné des milliers de personnes qui ont pris conscience que ce vote était plus qu'un choix entre indépendance ou non, mais une vraie leçon de démocratie. Car ce qui a fasciné les peuples d'Europe, c'est avant tout que les Écossais aient la possibilité de prendre leur avenir en main, qu'un enjeu, et, surtout, que leur vote soit reconnu. Pendant une journée, les Écossais ont eu le pouvoir de bouger les frontières.

On ne peut que saluer le SNP, parti au pouvoir en Écosse, membre comme l'UDF de l'Alliance libre européenne, pour la qualité du débat qu'il a proposé et les conditions exemplaires de ce référendum. En choisissant de faire voter ceux qui résident en Écosse et non les Écossais, le SNP a prouvé qu'il défendait une vision ouverte, civique, de l'identité écossaise, à l'instar de celle que nous défendons, ici en Bretagne.

Après l'annonce des résultats (55,30% en faveur du non), David Cameron a déclaré que « la question

de l'indépendance écossaise est réglée pour une génération ». Pas à tort si le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni, l'UKIP, arrive à imposer un référendum pour sortir de l'Union européenne ou si les promesses de dévolution ne sont pas suivies d'effets. Toujours est-il que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est reconnu Outre-Manche.

Une attitude qui contraste fortement avec d'autres anciennes puissances coloniales, à commencer par l'Espagne, qui refuse de reconnaître le référendum du 9 novembre prochain en Catalogne. Si le « oui » emporte là-bas, verra-t-on les chars des généraux franquistes envahir la Rambla ?

On ne peut enfin que s'étonner du « soulagement » du président du Parlement européen, Martin Schulz, et plus généralement de l'opposition de nombreux politiques de l'Union européenne. Durant toute la campagne, les partisans du « oui » en Écosse ont clamé leur désir d'Union européenne. Que les progressistes anglais soient soulagés de ne pas rester seuls face à l'UKIP, c'est compréhensible, mais que les politiques européens attisent l'euro-scepticisme, c'est suicidaire.

Iffig	6
De Brest à Nantes	8
Nono	9
Laurre de vérité	12

Souscription permanente

L'une des leçons du référendum écossais, c'est que le « non » l'a emporté sans faire de réelle campagne. Comment ? L'une des raisons – et non des moindres – c'est que les partisans du « yes » ne disposent d'aucun média d'importance en faveur de l'indépendance. Basés à Londres, les principaux journaux se sont contentés de décrypter les propositions (progressistes) du SNP et de caricaturer la personnalité d'Alex Salmond. À tel point que le Premier ministre écossais a refusé l'entrée à certains titres lors de la conférence de presse qui a suivi le scrutin. En Bretagne, nos idées ne disposent pas de médias de masse non plus. Quant aux médias favorables, ils sont minimes, ne reçoivent souvent qu'un soutien de principe et n'existent que par la volonté d'une poignée de personnes. L'émancipation commence par la création nos propres outils. Soutenez ceux qui existent déjà...

Loïc Le Marec, Flavignac, 5€ ; Christian Le Gall, Châteauneuf, 20€ ; Jean-Adam Le Gall, La Roche, 10€ ; Jean-Jacques Perron, Larmor-Pagal, 40€ ; Alice et Jean Galou, Riec-sur-Bélon, 10€ ; Yves Corou, Houllivert, 5€ ; Hervé Guillerm, Saint-Malo, 30€ ; Erwan Leon, Rennes, 10€ ; Jean-Louis Morin, Huelgoat, 10€ ; Alain Bron, Yvones, 5€ ; Jean-Baptiste Henry, L'Arz-deux, 20€ ; Jean-Jacques Hocquard, Paris, 3€ ; Alain Neveux, Hembourg, 30€ ; Christian Pierre, Saint-Etienne, 10€ ; Yves Olivier Henry, Ploëzan, 5€ ; Gilbert Péro, Carantec, 20€ ; Antoine Calvez, Vardouliville, 10€ ; Jean-Pierre La Roy, Guimpeur, 10€ ; Alain Noblanc, La Chapelle-Basse-Mer, 10€ ; Stéphane Prieur, Saint-Laurent (Cubzac), 50€ ; Jean-Pierre Prieur, Ploëmel, 20€ ; Yves Croquevaux, Ploëmel, 20€ ; Jean-Luc Peniss, Courf, 5€ ; Roger Tesson, Malleville-sur-Mer, 5€ ; Guyven Cadarac, Lognonn, 10€ ; Lionel Rot, Ploëmel, 5€ ; Martine Iou, Auray, 10€ ; Jean-François L'Hôte, Brest, 10€ ; Jean-Michel Le Bouanger, Douarnenez, 10€ ; Jean-Louis Gallois, Ploëmel, 10€ ; Yves Vermeil, Lognonn, 10€ ; Guyven Cadarac, 5€.

Total du mois : 450 €
Total de l'année en cours : 4 058 €

Gouvernance : Sabine Cornu
Le Peuple breton paraît le premier jour ouvrable de chaque mois.
La Peuple breton - Rédaction : BP 1, 35880 DOUARNENEZ

Votre courrier

Nantes, Bretons et Bretagne

Je réagis tardivement au courrier de Michel Beaupré de février dernier (« Comment peut-on être breton... dans la Loire-Atlantique ? », PB n° 601). Il y aborde avec pertinence les différences entre Nantes et son département, mais ses premières lignes montrent qu'il s'est trop laissé influencer par les propos répandus sur le chef-lieu par quelques historiens, actifs et talentueux, bien en cour auprès du pouvoir municipal et de la presse, qui collaborent tous avec le pouvoir régional à la débretonnisation insidieuse de la ville. Pourtant, par ailleurs, leurs publications, centrées sur la Bretagne historique, contribuent à valoriser son identité !

Essentiellement à partir du seul rapport d'un administrateur municipal (hostile à l'arrivée massive à Nantes de Bas-Bretons indigents vers 1850, car confronté aux problèmes sanitaires bien réels qui en résultent), ces universitaires suggèrent une hostilité totale de la population nantaise à ces immigrés, et l'absence locale de sentiment breton.

Certes, on ne peut nier qu'à Nantes, c'étaient les Bas-Bretons, alors massivement bretonnants, qui on traitait surtout de Bretons, et c'est toujours le cas ; mais n'est-ce pas vrai dans toute la haute Bretagne ? Et, en même temps, la bourgeoisie nantaise était bien contente d'employer à son profit cette main-d'œuvre peu exigeante, tandis qu'elle donnait volontiers des noms en « Ker », parfois même en breton correct, à ses villas du littoral proche ! On pourrait aussi multiplier les preuves de la sensibilité des intellectuels et notables locaux aux questions bretonnes, au XIX^e siècle et jusqu'à ce que cela devienne politiquement incorrect, autour de 1970.

Quelques données sur d'autres plans : en 1909, des chantiers fusions présentés sous le nom d'Ateliers et Chantiers de Bretagne, société toujours présente sous le sigle ACB ! On ne peut lister ici les entreprises qui se disaient bretonnes, et il y en a encore ! La Bretagne était bien présente aussi dans l'espace mental des ouvriers. Bretonnière, bourgeois nantais mais socialiste (comme Engels et Marx !), organisée en 1900 la Fédération socialiste de Bretagne. En 1906, le Syndicat national des ferblantiers-boîtiers, créé et domicilié à Chantenay, comprend 419 Finistériens pour 250 Nantais, 43 Vendéens et 70 Parisiens.

Certes, de longue date, Nantes a attiré des gens de divers horizons, mais surtout des voisins et, sur le long terme, les plus nombreux sont bretons ! En 1891, alors que Nantes comptait 125 000 habitants, plus de 17 000 étaient nés dans les autres départements bretons (alors que Chantenay et Doulon n'étaient pas pris en compte). Ce mouvement se poursuit, bien ralenti certes, mais les chiffres récents montrent toujours chez les nouveaux venus la dominance des Bretons sur les Vendéens et les Angevins.

On oublie souvent en Bretagne, et notamment à l'ouest, l'ampleur du mélange de ses populations, fort ancien ! Le nom de famille le plus répandu dans le Finistère est Le Gall, et de loin : à l'origine, surnom donné à des « étrangers », voisins de l'est ignorant le breton !

Gilbert Péron,
Orvault (44)

Vendredi 31 octobre à Paimpol FEST-NOZ DE LA TOUSSAINT 38^e édition

- La 38^e édition du traditionnel fest-noz de la Toussaint qui organise l'UDB du pays de Paimpol-Goselo aura lieu le vendredi 31 octobre (veille de la Toussaint) à partir de 21 heures, à la salle des fêtes de Paimpol (quai Loti).
- A l'affiche : Carré manchot (photo), les frères Morvan, les frères Guichen et Daouad, qui fêtera à cette occasion ses vingt ans de scène.



4
Le Peuple breton - octobre 2014

M. Macron singe le bon sens du Crédit patates !

Descartes, dans *Le Discours de la méthode*, écrivait : « Le bon sens est la chose du monde la mieux partagée, car chacun pense en être si bien pourvu. » On ne peut plus d'air. Le bon sens de l'agriculteur productiviste n'étant pas systématiquement concordant avec celui de l'industriel de l'agroalimentaire, celui-ci qui le plus souvent s'oblige à suivre les lois du marché libéral a le bon sens de s'opposer au commerçant qui n'a de bon sens à satisfaire celui du citoyen courant, tout en lui vidant les poches complètement, pour satisfaire le bon sens (en dividende) de ses actionnaires. En réalité, le bon sens n'a pas de sens, ou plutôt il en a tant que cette jauge de sens sert tout juste à l'usure jusqu'au trognon d'un dictionnaire !

Et pourtant, Emmanuel Macron, ministre de l'Industrie et de l'Économie, dans un article publié sur Lemonde.fr, n'a pas hésité à nous avertir qu'« on peut être de gauche et de bon sens », en s'obligeant à nous rappeler son appartenance à la gauche, et comme si nous autres pouvions douter de notre bon sens de gauche à devoir douter de son bon sens à la lecture de ses allégues au sujet des 35-heures, et bien au-delà !

Certes, si le bon sens de celui qui « ne se voit pas comme un homme politique » l'oblige à atténuer son discours de banquier, a contrario notre bon sens herméneutique nous aide à interpréter sa phraseologie et en déduire qu'il a surtout le bon sens de l'extrême droite de la gauche, au sens libéral du dogme. Cet homme, qui se qualifie d'apolitique, est fondamentalement un joueur de mots, un trafiquant de slogan qui ose plagier ses anciens collègues banquiers.

En effet, qui se souvient de ce slogan « Le bon sens près de chez vous » ? L'appel à attirer le client sociétaire de la banque qui fut un temps mutualiste (on me dit à l'oreillette qu'elle le serait toujours aujourd'hui), le « Crédit patates », comme on dit par ici en Bretagne rurale, cette banque Crédit agricole qui n'a eu de bon sens que d'usurper un proverbe en jargon populaire, pour en faire son leitmotiv publicitaire depuis plus de quarante ans déjà : de 1976 à 1987 : « Le bon sens près de chez vous » ; de 1987 à 1994 : « Le bon sens en action » ; puis de 1994 à 2005 : « L'imagination dans le bon sens » ; et depuis 2011 : « Le bon sens a de l'avenir » !

Mais c'est bien sûr, tout ça n'a aucun sens !

Patrick Kemener,
Plouvoim (29)



Après Jean Olivro, Romain Pasquier, Jean-Michel Le Boulanger... l'essai que Daniel Cuff vient de sortir est un nouveau clou enfoncé dans la pensée jacobine française.

Le conseiller régional et maire de Langouet y expose sa philosophie politique, sa conception de la démocratie horizontale et remet en cause l'omniprésence de l'État dans l'action publique : « On constate que l'État s'est autonomisé par rapport à la société, qu'il s'impose à elle », écrit-il. D'où justement son plaidoyer pour l'Assemblée de Bretagne - colonne vertébrale de l'ouvrage -, « construite depuis notre région, dans la proximité », et qui « n'a pas pour but de répondre à ce qui serait une sorte de narcissisme breton (mais qui) se justifie sous l'angle de la modernisation de la République ».

Car, pour lui, il est clair que « ce n'est pas une réforme technique, voire technocratique qui réhabiliterait la légitimité démocratique dans notre pays, mais une réforme profondément politique ». On appréciera donc cet essai qui fait écho à la proposition plus juridique développée dans un autre essai par Jean-Jacques Urvoas il y a quelques mois (*Pour une Assemblée de Bretagne*, Éditions Dialogues).

Dans cet essai, Daniel Cuff évoque également le principe de « différenciation » nécessaire pour la Bretagne, les dangers de la métropolisation pour la cohésion sociale, et plus généralement les enjeux de la décentralisation. Au final, comme Morvan Lebesque en son temps, il nous rappelle qu'on mesure le degré de démocratie de la République française à sa façon de considérer ses régions... et notamment la Bretagne.

Gael Briand

• Daniel Cuff, *La Bretagne, un horizon démocratique pour notre République*, Le Temps éditeur, 13 €.

Édito



Où nous mène la course à l'échalote ?

La destruction, à Morlaix, de l'hôtel des impôts et des locaux de la MSA est le énième débordement d'agriculteurs, dans un contexte de crise prévisible : surproduction, chute des prix, embargo russe, quasi-monopole de la grande distribution...

Fidèles à leur tradition d'actions collectives « musclées », des paysans léonards se réclamant de méthode peut-être justifiées en d'autres temps ont voulu envoyer un signal au pouvoir.

La contradiction de fond n'en demeure pas moins : la SICA, reçue au ministère, se revendique libérale, tout comme Thierry Merret, le président de la FDSEA du Finistère, ce qui ne les empêche pas d'exiger de l'État aides financières, assouplissement des contraintes et allègements fiscaux.

L'Union démocratique bretonne dénonce la violence d'un système libéral qui pousse un agriculteur au suicide tous les deux jours en France, en lien direct avec des difficultés économiques et des problèmes financiers. La concentration des outils de production agricole entre de moins de moins de mains et les difficultés d'installation des jeunes agriculteurs et de transmission des fermes, sont autant de signes d'une crise profonde. Les surproductions régulières dans les filières de productions agricoles font le jeu de la grande distribution, qui exerce une pression insupportable sur les prix d'achat consentis aux agriculteurs, parfois inférieurs aux coûts de production, sans que les consommateurs en bénéficient. Qui faut-il incriminer ?

Surfant sur une crise réelle, mais imputable en grande partie à la surproduction et à la dérégulation du marché, Xavier Beullin, président

de la FNSEA, « demande au gouvernement de mettre en œuvre la levée de certaines contraintes » (sociales, fiscales, environnementales, sanitaires...).

C'est pourtant la dérégulation libérale qui nourrit la crise paysanne. Au contraire, l'agriculture bretonne a besoin de règles et de soutiens pour construire un modèle qui mette le paysan au cœur du système.

Dans l'agroalimentaire, la casse continue, le « made in ailleurs » se développe ! Pour la restauration collective, 87 % de l'approvisionnement en viande de poulet se fait à l'étranger. Les 340 salariés et le millier d'emplois induits de Tilly-Sabco sont victimes du manque d'anticipation de sa direction, alors que les 450 millions d'euros d'aides européennes dégressives jusqu'à 2013 n'ont pas servi à la reorientation de la filière export. Un non-sens alors que la filière poulet export disparaît en Bretagne après trente années de guerres des acteurs qui s'entretuent comme le font aussi ceux de la filière porcine, qui envoie 500 000 porcs se faire abattre ailleurs en Europe chaque année. La reconquête des marchés intérieurs ne pourra se faire qu'avec le rapprochement des acteurs des filières.

L'UDB demande la publication rapide des décrets de la loi Hamon censés réaménager et discipliner les relations commerciales entre producteurs, coopératives et centrales d'achat de la grande distribution, et demande l'accompagnement urgent de la métamorphose promise de l'agriculture.

Mona Bras
porte-parole de l'Union
démocratique bretonne

5
Le Peuple breton - octobre 2014

Quel rapport État

centralisé-multinationales ?



Iffig

– a appris qu'un des sponsors du club de basket nantais L'Hermine voudrait changer le nom du club ?

– a mieux compris cette idée saugrenue quand il a vu qu'elle venait de l'UMP Daniel Augereau, ancien conseiller régional des Pays-de-la-Loire de l'ère Guichard.

– s'est calmé en lisant les réactions outrées des supporters dans *Presse-Océan*.

– a lu une annonce parue sur le site de France 3 Pays-de-la-Loire qui recherchait des figurants pour le tournage, à Guérande, d'un épisode d'une série allemande à succès adapté d'un roman... *Bretanisches Gold* (l'or breton) !

– se dit qu'il faut vraiment être schizophrénique pour nier l'identité bretonne de la Loire-Atlantique, alors que c'est cette même identité qui attire les visiteurs !

– a trouvé surréaliste le fait que l'émission de télévision « Le monument préféré des Français » a élu, pour la région Pays-de-la-Loire... le château des ducs de Bretagne !

– se dit qu'il a peut-être trouvé un bon émissaire parfait en la personne d'Emmanuel Macron, ministre de l'Économie, pour qui les ouvrières de Gad sont « illettrées » et qu'elles n'ont « pas le permis de conduire ».

– invite M. Macron à rencontrer « ces gens-là » en Bretagne avant de parler d'eux elles, ça lui permettra de dire moins de conneries !

– a constaté que c'est ce qu'a fait son député favori, Paul Molac !

– a cru tomber de sa chaise en entendant Mélenchon dire qu'il aurait voté en faveur de l'indépendance écossaise, lui qui ne reconnaît aucune minorité en France ;

– se dit que si on transposait la politique française au Royaume-Uni, ce ne sont pas les résidents écossais qui auraient voté, mais l'ensemble du Royaume-Uni, un et indivisible. Un peu comme pour la réunification, où les Pays-de-la-Loire devraient avoir voix au chapitre...

Dans son quatrième numéro (paru cet été), *La Revue dessinée* a publié une enquête passionnante de la journaliste Elsa Fayner mise en dessin par Sébastien Vassant traitant du malaise à La Poste. En lisant cette enquête, une planche nous a sauté aux yeux, car elle exprime, en quatre cases seulement, ce qui, pour un autonomiste, ne fonctionne pas dans le système centralisé. *La Revue dessinée* nous a autorisés à reproduire cette planche, ce qui nous permet de développer un début de réflexion sur les liens entre État et multinationales.

Qu'est-ce qu'un autonomiste ? Un militant politique qui estime qu'une même loi appliquée partout n'est pas forcément efficace. En revendiquant une part du pouvoir législatif, donc la possibilité, sur certaines compétences, de faire leurs propres lois de façon à ce qu'elles soient adaptées au territoire sur lequel elles s'appliquent, les autonomistes changent radicalement la conception de l'action publique : à une démarche descendantiste (centralisation), ils opposent une démarche ascendantiste, plus démocratique. Or, justement, cette planche de *La Revue dessinée* synthétise plusieurs objections à la centralisation : une structure pyramidale dans laquelle le centre décide et la base exécute, et la non-adaptation aux réalités des territoires.

Un système favorable

Cette architecture, que l'on retrouve en politique du fait de la centralisation française, existe également au sein même de grandes entreprises, en témoigne cette enquête d'Elsa Feyner, où il est question de la « gouvernance » au sein de La Poste, ancienne entreprise publique. La même étude pourrait sans doute être faite dans d'autres fleurons français comme France Télécom/Orange ou Renault, elles aussi privatisées et devenues multinationales.

Cette similitude nous interroge sur le fait qu'il puisse exister un lien entre la prédominance des multinationales en France et la structure politique française.

On sait en effet que la France compte peu de PME, mais qu'au contraire elle possède un grand nombre de multinationales. Dans le magazine *Fortune*, qui fait chaque année la liste des 500 entreprises mondiales classées selon l'importance de leur chiffre d'affaires, la France se hisse à quatrième place en 2013 (classement basé sur l'année

fiscale des entreprises, qui a pris fin le 31 mars 2014) avec 31 entreprises.

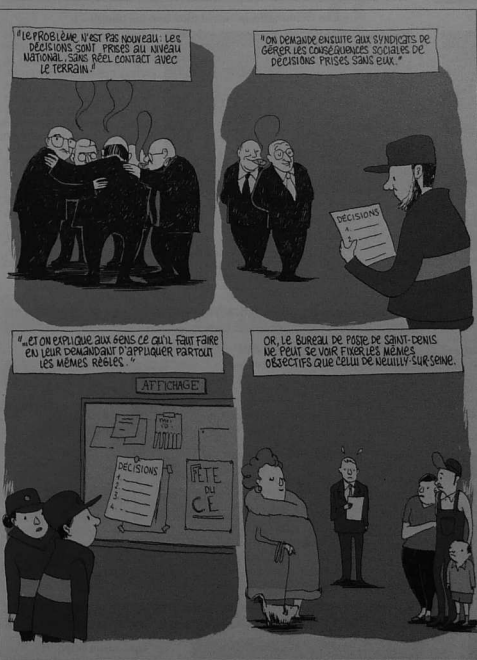
Et un ouvrage de l'Insee intitulé *Les Entreprises en France* et paru en octobre 2013 indiquait qu'« en France, près d'un salarié sur deux (46,5 %) du secteur marchand (hors agriculture) était en 2010 employé par une multinationale, soit 6,8 millions de personnes ». Rapporté à l'ensemble des salariés, cela équivaut à un peu moins de 30 %. C'est dire la dépendance de la France aux multinationales !

Quand l'État accumule le capital

Mais alors, comment une telle concentration d'entreprises symbolisant le capitalisme moderne le plus débridé peut-elle exister dans un État que l'on dit pourtant si interventionniste et qui est cloué au pilori par le Medef à longueur de discours ? La faute à la centralisation, peut-être ?

En effet, même si les collectivités territoriales sont de gros investisseurs, la majeure partie du budget public est aux mains de l'État central. Quand cet État lance des appels d'offres, ceux-ci sont tellement importants que seules les grandes entreprises sont en capacité d'y répondre. C'est ainsi qu'en France la plupart des gros projets en matière d'énergies renouvelables sont de dimensions nationales (parcs éoliens offshore par exemple), si bien que les entreprises ayant le poids suffisant pour y répondre sont des multinationales comme EDF ou Areva.

Historiquement, cette centralisation a été construite de longue date, financièrement d'abord, depuis la création de la Caisse des dépôts et consignations en 1816, organisme devenu aujourd'hui le bras armé de l'État en matière d'investissement. En achevant l'épargne des Français à Paris, on accumule le capital et donc la richesse, sans qu'on sache réellement où est investi cette richesse et si l'ap-



Autonomie, hétéronomie, liberté, contrainte... des notions qui peuvent être abstraites. Ici, en quelques dessins, tout est dit sur les aberrations du centralisme.

port des épargnants, petit ou gros, est injecté localement ou sert à d'autres projets. Pour être plus clair : on sait que les Bretons ou les Corses sont de gros épargnants, mais leur épargne sert-elle à financer des projets en Bretagne ou en Corse ?

Or, si la Caisse des dépôts et consignations est un outil précieux pour les collectivités territoriales, on notera aussi qu'en tant qu'investisseur institu-

tionnel elle est présente dans le capital de nombreuses entreprises comme Veolia Environnement, Alcatel-Lucent, Accor, PSA, EADS, Danone, Dexia, Suez, Eiffage, France Télécom... et même Quick ! L'intérêt général ?

Dépendance des collectivités locales

Peut-on déduire pour autant que décentraliser favoriserait les PME,

voire susciterait l'émergence de nouvelles ? Cela mériterait une véritable étude (et non ces quelques réflexions jetées à la hâte aux lecteurs), mais il y fort à parier qu'en rapprochant l'interlocuteur public des petites et moyennes entreprises on rende plus efficace le soutien à l'innovation.

D'aucuns objecteraient – avec raison – que le même reproche peut être fait aux collectivités territoriales, qui se rendent de plus en plus dépendantes de certaines multinationales ou en tout cas de grosses entreprises : du bétonneur Lafarge aux multiples facettes de Veolia (eau, déchets, transports...) en passant par Giboire (immobilier), qui raffle appel d'offres sur appel d'offres à Rennes...

Mais la cause pourrait être cherchée à l'encore dans la centralisation en raison de la dépendance de plus en plus forte des collectivités à l'État (dépendance budgétaire notamment) : plus une entreprise a les reins solides, plus elle est capable de casser les prix. Les grosses entreprises et les multinationales ne se gênent pas pour décrocher un contrat au détriment – même si l'appel d'offres est à leur portée – de plus petites entreprises dont le siège est local.

Fumisterie

Aujourd'hui, c'est une fumisterie de déclarer que les conseils régionaux au dispositif de la compétence « économie ». Bien souvent, leur rôle se résume à de l'aide aux entreprises, ce qui n'a rien à voir avec une réelle politique industrielle, ni même économique.

Le bon temps des plans quinquennaux n'est pas encore entièrement subsisté sous la forme des contrats de projets État-région ou même sous celle d'un « pacte d'avenir » dans lequel c'est l'État qui propose un avenir à la Bretagne...

Une prochaine fois, nous traiterons du rapport entre centralisation et paternalisme !

Gael Briand

LA BRETAGNE DE BREST À NANTES

FINISTÈRE

L'intérêt général... pour qui ?



Une centrale gaz à cycle combiné en Allemagne.

Alors que les enquêtes publiques liées au projet de centrale à cycle combiné à gaz à Landivisiau s'étirent jusqu'au 31 octobre, l'intervention révoquée par Mediapart du préfet de région, Patrick Strozda, réclamant de décaler les études de faisabilité programmées par RTE d'un câble électrique sous-marin pour relier l'Irlande (notamment son parc éolien) à la Bretagne, n'est pas passée inaperçue. Le « garant de l'intérêt général » s'opposerait donc à un projet européen pouvant aider la Bretagne à régler son problème de dépendance énergétique ? A la suite de la polémique, le préfet a considéré que ce projet ne verra pas le jour avant une quinzaine d'années, estimant que « d'ici là... ». Il est certain que si l'Etat refuse les solutions alternatives, les Bretons risquent d'attendre...

LOIRE-ATLANTIQUE

Les « Selta » de Carquefou à Paris



Sit-in du personnel de Carquefou.

Deux cents salariés de la Selta, usine de production de cigarettes, ont fait le déplacement à Paris le mois dernier pour dénoncer la fermeture du site de Carquefou. Le groupe Imperial Tobacco, propriétaire de l'entreprise et réalisant un bénéfice de 38 % par rapport à l'année précédente) souhaite en effet délocaliser en Pologne ! Cette situation a provoqué une réaction constante des travailleurs, en lutte depuis de longs mois. Leur défilé à Paris, passé devant l'Assemblée nationale, et a été suivi d'un sit-in devant le siège social de l'entreprise.

ILLE-ET-VILAINE

Les États-nations valent plus que les peuples !



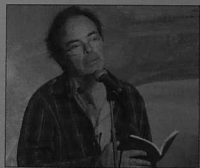
Les Kurdes de Bretagne alertent les politiques.

Lors de sa conférence de presse de rentrée, François Hollande a déclaré que la France n'avait pas été appelée en Syrie et donc qu'elle n'interviendrait pas. Pour ne pas froisser Bachar el-Assad, toujours chef d'Etat, la France refuserait donc son soutien au peuple kurde, et notamment aux populations du Rojava (Kurdistan syrien), obligées de fuir en Turquie sous la pression de l'Etat islamique (EI). Or, la Turquie, membre de l'Otan, soutient les islamistes et déteste les Kurdes ! L'UDB a participé au rassemblement du 20 septembre à Rennes, réaffirmant son soutien au peuple kurde, aux yezidis, aux Arabes, victimes des atrocités des islamistes. La diplomatie ne doit pas se résumer au dialogue inter-Etat, mais aux dialogues entre les peuples.

CÔTES-D'ARMOR

Le poète et Pôle emploi

Ce n'est plus « poète, vos papiers ! », c'est « poète, aboulez l'oseille... ». Yvon Le Men, poète trégorrois, lit ses textes sur scène depuis plus de quarante ans, mais Pôle emploi estime tout à coup que ce n'est pas du spectacle... Le voilà « en fin de droits », privé de son statut d'intermittent et contraint de rembourser près de 30 000 € qu'il aurait perçu indûment ! On sait combien la poésie nourrit son homme de nos jours, on sait que ce sont les précieuses et bien sûr les salimbanques qui « abusent du système » comme dirait Rebsamen... mais si vous voulez malgré tout aider Yvon Le Men à retrouver « sa dimension d'artiste de spectacle », vous pouvez rejoindre le collectif de soutien. Sur le web : www.lindirectroidequeldroit.fr



Yvon Le Men.

MORBIHAN

Opération boycott des produits israéliens



L'argument économique comme moyen de pression sur le gouvernement israélien.

Samedi 20 septembre, l'Association France Palestine Solidarité 56 (AFPS 56) a organisé sa troisième opération « boycott » de l'année. En investissant les grands magasins d'alimentation et en y retirant tous les produits d'origine israélienne, elle entend exercer une pression pour lutter contre la politique d'apartheid menée par l'Etat d'Israël, à l'instar des pressions organisées par la communauté internationale contre le régime sud-africain. Cette mobilisation locale de l'AFPS 56 sera renouvelée dans les prochaines semaines.

SEPTEMBRE... vu par Nono

SACRÉS ÉCOSSAIS!



Le renouveau des circuits courts alimentaires



Le circuit court le plus efficace reste le marché, où se retrouvent certains producteurs

Les circuits courts alimentaires, qui mettent en contact producteurs et consommateurs, sont à la fois traditionnels (foires) et très modernes (e-commerce). S'ils se déclinent de différentes façons (abonnements à des paniers de vente directe, AMAP, magasins collectifs de producteurs, marchés en plein air, ventes à la ferme...), ils ont tous la même finalité : être un lieu de dialogue et de confiance entre habitants d'un territoire.

Cette filière, qui dominait il y a encore un siècle la vie de la Bretagne, a été considérée au lendemain de la guerre comme la survivance d'un ordre agricole archaïque condamné par la modernité. Elle a ensuite été perçue comme une revendication à connotations idéologiques, hostile à la production intensive et à son organisation.

Devenue le reflet d'un profond mouvement social, capable à la fois de freiner la

déprise agricole et de mettre en valeur les particularités territoriales, les habitudes alimentaires ou les savoir-faire agricoles, elle connaît depuis une vingtaine d'années un regain d'intérêt sous des formes renouvelées.

Les circuits courts attirent par exemple aujourd'hui 38 % de ceux qui se sont convertis à l'agriculture biologique (alors que cette pratique ne concerne que 7 % des paysans bretons) et presque un vendeur sur trois est un producteur bio (ces derniers ne représentent pourtant que 3 % de la population agricole bretonne).

Chacun, du producteur au consommateur...

Tous les acteurs y trouvent avantage. Pour les producteurs, ce mode de commercialisation plus autonome est un moyen de prendre leurs distances avec une agriculture industrialisée aux effets parfois néfastes. Il leur permet également de ne pas dépendre de décisions sur lesquelles ils n'auraient pas de prises et de s'affranchir des liens exclusifs entretenus

avec les filières. Ils y perçoivent en outre des opportunités pour la sécurité de leurs revenus, la rentabilité de leur entreprise (beaucoup compensant, par les prix plus élevés qu'ils proposent, une demande qui reste modeste).

Ce constat a été mis en avant par un travail mené sur les marchés en plein air du centre-ouest Bretagne. Il montre que la vente directe, qui représente en moyenne 85 % du chiffre d'affaires des producteurs interrogés sur place, est d'abord pratiquée pour son intérêt économique. Certains sont même persuadés que c'est la seule forme de vente viable pour de petits volumes.

D'autres mettent en avant leur souhait de s'approprier une valeur ajoutée qui leur échapperait dans le cadre de circuits longs. Au-delà, le producteur cherchera des relations directes et privilégiées avec le consommateur, la fidélité de la clientèle et la possibilité de mettre en valeur son métier, ses pratiques agricoles. L'enquête montre que 22 % des producteurs sont « très satisfaits » des quantités vendues sur le marché.

... y trouve son intérêt

Les consommateurs, quant à eux, soucieux de leur santé et de ce qu'ils mangent, devenus méfiants avec les crises sanitaires, y voient la possibilité d'acheter des produits frais, de qualité, ayant du goût et dont l'origine est certifiée, en particulier lorsqu'ils sont achetés à la ferme. N'est-ce pas pour cette raison que les adeptes de la vente directe ont mieux résisté que d'autres distributeurs aux conséquences de la grippe aviaire ?

Il peut également y avoir dans leur démarche une certaine forme de militantisme en faveur de l'environnement ou d'une agriculture différente ainsi qu'une recherche de convivialité. « On vient car l'accueil est bon et on entretient la relation avec le producteur », résume Frédéric Deméchére dans une étude menée cette fois sur le marché de Saint-Pern (35) : « Les clients s'y rendent pour y obtenir des produits à la qualité intrinsèque (le goût, la fraîcheur). »

La confiance en l'agriculture biologique ou encore la connaissance du type de production compte dans leur choix

bien qu'ils apprécient plus encore ce marché par la proximité qu'ils ont avec les producteurs. La conscience qu'il faille maintenir une activité au niveau local, ce qui passe par le soutien aux paysans, est un leitmotiv qui les pousse à venir régulièrement.

Pour cette raison, le prix ou le nombre de produits proposés n'est pas leur première préoccupation, signe d'une démarche intellectuelle qui fait que les avantages pratiques sont moins importants que les aspects « idéologiques ». Leur choix de venir sur le marché souligne leur volonté de faire vivre ce mode de production et de distribution. En échange, les agriculteurs doivent faire en sorte d'unifier leur production et continuer d'assurer une qualité supérieure à celle des produits standardisés vendus en grande surface.

Pas toujours un choix « politique »

Cependant, circuit court n'est pas toujours synonyme de production haut de gamme. Des adeptes de l'agriculture intensive les intègrent parfois pour accroître leurs revenus ou pour rétablir une situation économique difficile. Pour les chercheurs Gilles Marchal et Alexiane Spanu, leur démarche, parce que contrainte, s'accompagne souvent de plus d'individualisme et d'un intérêt réduit pour les organisations en réseau. Les relations avec la clientèle et le souci de l'environnement sont également superficiels.

D'autres producteurs peuvent également s'y intéresser du fait de l'absence d'accès aux circuits longs de commercialisation. « Dans le pays de Dinan, il n'y a pas de coopérative légumière car le territoire produit peu de légumes. Il y a pourtant quelques maraichers qui sont contraints de faire de longs trajets pour écouler leur production [en vente directe]. Pour les producteurs de lait ou de volailles, on retrouve le même problème », précise Aurélie Cardona dans une enquête pour le Cnam Bretagne, groupement qui propose des voies innovantes pour le développement de l'agriculture. L'appel aux circuits courts est donc ici une obligation plus qu'un choix « politique ».

Un développement récent

Pendant longtemps ces pratiques alternatives sont restées marginales en Bretagne. Il y a une vingtaine d'années, la proportion de fermes en vente directe n'était par exemple que de 7 % alors qu'elle atteignait 18 % dans l'Hexagone. Depuis une décennie, les choses ont changé, malgré l'emprise en terre armoricaine du modèle agricole intensif et de sa logique de filière avec de longs réseaux de commercialisation.

Le nombre de dispositifs se référant aux circuits courts est passé de moins de 30 en 2005 à environ 150 aujourd'hui, libérant des initiatives qui fleurissent un peu partout avec l'impact que l'on imagine sur les dynamiques sociales, les pratiques économiques et la revitalisation des territoires.

Sur Rennes Métropole, où 70 % des flux sont générés par une trentaine de marchés, ils représenteraient 1,5 % des dépenses alimentaires des ménages, plus de 260 emplois et un chiffre d'affaires de quelque 15 millions d'euros. Dans le pays de Saint-Brieuc, « La Binée pay-

Dans les Côtes-d'Armor, le réseau « Bienvenue à la ferme », fort de 70 adhérents, fédère autant de fermes-auberges...

Le marché se professionnalise au point de permettre désormais à de nombreux adeptes de la vente directe d'en tirer la totalité de leurs revenus. « Nous ne sommes plus dans le bricolage ! » constate le Cnam Bretagne.

L'activité sur les marchés n'est cependant pas de tout repos. Elle exige une surcharge de travail et du temps pour la préparation et la vente, des freins qui expliquent que 85 % des producteurs interrogés en centre-ouest Bretagne n'envisagent pas d'accroître leur présence. Comme les consommateurs souhaitent, eux, davantage d'états et de choix, il faut constater l'existence d'un réel potentiel pour l'installation de nouveaux producteurs.

Une façon d'échanger

Plus qu'un outil d'approvisionnement local en aliments de qualité, les circuits courts sont un moyen pour une population de s'interroger sur sa gestion de son territoire et du vivre-ensemble. Ils sont une façon d'échanger sur les expériences de chacun, sur les cheminements intellectuels, les apprentissages. Autant de voies propices au changement des pratiques agricoles dans une logique de développement durable, de revitalisation des espaces ruraux, de gestion des paysages.

Il faut néanmoins garder à l'esprit deux points : les circuits courts, même en se développant, ne pourront pas se substituer complètement au modèle exportateur breton qui, une fois amélioré, doit pouvoir garder un rôle ; par ailleurs, ainsi que le suggère le cidrier Loïc Berthelot, si le système était porté à l'extrême, si par exemple chacun allait directement acheter à la ferme, ne risquerait-on pas de fragiliser certains intermédiaires et de porter alors un nouveau coup aux quelques commerces de proximité qui animent encore quartiers et communes rurales ?

Patrick D. Morvan



A Auray, un des magasins qui jouent la carte de l'approvisionnement local

Au deuxième temps de la valse...

DEPUIS TRENTE ANS LES GOUVERNEMENTS se suivent et se ressemblent. Ils se ressemblent, mais, chacun, tantôt par petites touches, tantôt par saccades, amplifie la marque de la trajectoire lancée à l'orée de l'ère néolibérale.

À la fin du mois d'août dernier, Valls 2 a succédé à Valls 1, qui n'a pas tenu deux saisons au calendrier grégorien. Valls 3 lui succédera peut-être, pour faire bonne mesure dans l'adaptation funeste de la gauche française de gouvernement à l'air du temps. Si d'ordinaire la musique adoucit les mœurs, la partition jouée par Manuel Valls est destinée à les bousculer si ce n'est les mettre à la renverse. C'est l'air du mépris pour ce à quoi l'on a sincèrement cru hier, ce pour quoi l'on a vibré vraiment, ce que nos aïeux avaient arraché de haute lutte à « la loi d'airain du capitalisme ».

Le Premier ministre déclare que le socialisme est une idée du XIX^e siècle qui a réussi à survivre au cours du XX^e siècle, mais va disparaître au XXI^e siècle. Il a prononcé cette sentence péremptoire avant d'être intronisé à Matignon. La valse ne faisait là que commencer. La suite ne saurait donc nous étonner.

L'adaptation inavouée de la gauche aux lois du capitalisme néolibéral ne date pas d'hier. On en fixe communément l'origine au tournant de la rigueur « négociée » en 1983 par Laurent Fabius. Certes, le jeu de l'alternance politique a permis des pauses, voire de timides reprises en main, à l'instar des trente-cinq heures, mais la trajectoire fatale des renoncements est durablement inscrite dans l'histoire contemporaine.

Il faut rendre justice à Manuel Valls : son discours est en accord avec sa pensée et les réformes qu'il entend mener. Avec lui, l'hypocrisie n'est pas de mise. Il « aime l'entreprise » et pas seulement devant le Medef. Il oublie que celle-ci, avant d'être une machine à investir, est une association d'hommes et de femmes au travail. Il prend tous les chômeurs inscrits à « Pôle emploi » pour des fainéants en puissance qu'il serait bon de contrôler sévèrement.

Puisque les principaux dogmes du néolibéralisme sont d'ordre financier, il nomme à Bercy un ancien jeune banquier d'affaires. Il va poursuivre – et sans doute intensifier – la traque des rigidités économiques et sociales qui entravent « la bonne marche des marchés » et des affaires, à commencer par celles qui pèsent sur le marché de l'emploi et sur le monde du travail.

Ses oreilles sont particulièrement attentives aux propositions innovantes du patronat qui le plus souvent ne sont rien d'autre que la suppression de ce que l'on avait autrefois nommé conquêtes sociales. Il en va ainsi de la remise en cause des « seuils sociaux ». Le Medef jubile et aurait bien tort de ne pas surenchéir. Puisque désormais on rase gratis, réclamons la généralisation de l'ouverture des commerces le soir et le dimanche, la création d'un salaire inférieur au SMIC, la fin des « trente-cinq heures », etc. Tout ceci fait déjà peine à voir, mais nous ne sommes pourtant pas au bout de nos peines !

Au deuxième temps de la valse, on pousse la sincérité jusqu'à appeler un chat un chat et à ne plus prendre de gants. Ainsi, face aux ouvrières de quelque entreprise agroalimentaire bretonne qui sont allées peu à l'école. Au lieu de les en plaindre – ou à tout le moins de les comprendre – comme le faisait autrefois l'homme de gauche, il est aujourd'hui grand temps de se rendre à l'évidence : à l'heure de « l'efficience optimale » de la production, ces femmes sont inemployables.

Le jeune banquier de Bercy aurait pu se contenter de dire cela, après tout d'autres ministres de gauche se sont servis de ce vocable gestionnaire avant lui, toute honte bue. Mais il lui fallut ajouter de surcroît son mépris, par médias de « masse » interposés, en proclamant que certaines de ces femmes sont illettrées. Elles le sont, en effet. Et, bien sûr, elles le savent. Doivent-elles l'entendre dire par un ministre de la République à la France entière ? Le mépris fut à son comble lorsque nombre de journaux prirent la défense du ministre illettré qui selon eux n'avait rien fait d'autre que d'affirmer une triste réalité.

Au travers de ces ouvrières de Bretagne, ce sont évidemment des pans entiers de la population active française que l'on incrimine. Tous ces inadaptés font retard au pays, empêchent son alignement nécessaire aux règles de la « mondialisation heureuse ». Ils vont devoir rapidement faire les efforts souhaités pour se mettre au bon niveau. Ou sinon... Des discours de père Fouettard, voilà à quoi l'on est réduit quand la plupart des principes moraux de la gauche ont été lâchement mis à bas. Affligeante décrépitude !

Nos gouvernants – qui, tous comptes faits, gouvernement bien peu – aiment donc les entreprises. Leur aveuglant amour leur fait du coup oublier de se poser la bonne question : les entreprises aiment-elles les hommes et les femmes qui travaillent en leur sein ?

L'abbatoir Gad de Lampaul-Guilimilau a fermé ses portes l'an dernier. À ce jour, seulement 10 % de ses anciens salariés ont retrouvé un emploi. L'effectif ne comprenait que 40 % de femmes et les « illettrés » des deux sexes y étaient en fait peu nombreux. Tous souhaitent travailler, pour peu qu'un emploi leur soit offert.

Nous constatons là que M. Macron n'est pas seulement méprisant à leur égard : il est pitoyablement ignorant des réalités économiques et sociales de notre pays. À ce niveau-là, il est permis de plaider l'incompétence. Ses excuses formulées a posteriori n'y changent rien.

Un fossé s'est lentement creusé entre la classe politique supérieure et l'humaine substance de la société civile au point d'être devenu infranchissable. Ne transformons pas le fossé en gouffre engouffrant les derniers vestiges de l'idéal socialiste honni. Sur leurs cendres naîtrait une société à la face vraiment hideuse.

Yann Fiévet

Le sentiment d'appartenance est une chance

On entend parfois, ici et là, que la réforme territoriale ou le découpage des régions ne seraient pas d'actualité pour les plus démunis de nos contemporains, tant est difficile leur situation économique et sociale. Ces sujets ne pourraient pas être des priorités pour des personnes en difficultés économiques, chômeurs, précaires, légitimement inquiets pour leur avenir. Étrange raisonnement ! Les plus modestes d'entre nous, frappés par cette crise qui dure, qui dure, et qui dure encore, concentrés sur leurs déboires, n'auraient donc pas de « patrie » ? Ils n'auraient pas de sentiments d'appartenance territoriale ? La Bretagne, et ses limites, ne compteraient pas pour eux ?

Parmi tous les identifiants que nous mobilisons pour définir nos identités, individuelles ou collectives, trois s'imposent en majesté : les socles familiaux et leurs ramifications ; la formation, le métier et le statut social ; les territoires de vie, de racines ou de projets. Dire d'où l'on est est déjà une présentation de soi.

Aujourd'hui, des milliers de Bretons se disent, se proclament Bretons. Certains sont riches, d'autres sont pauvres, mais tous sont concernés par l'avenir de la Bretagne. C'est ainsi. De quel droit, de quel surplomb pourrions-nous proclamer que les plus modestes doivent avoir d'autres priorités, exclusivement sociales ? Par quelle injonction ?

Non, le sentiment breton, ouvert aux autres, mène sa vie, dans la tranquillité d'une dignité conquise et touche peu ou prou chacun d'entre nous. Qu'on le veuille ou pas. Imaginer que ces questions ne concernent que les élus, les prétendues élites et les techniciens de collectivités serait une grave erreur. La Bretagne est au cœur de milliers de Bretons. Son avenir les concerne. Tous.

Une question démocratique essentielle

Cette question du lien entre territoires et institutions est une question démocratique essentielle. Parmi toutes les raisons qui me font plaider pour une Bretagne à cinq départements, et s'il me fallait n'en garder qu'une, ce serait celle-ci :

On ne peut regretter l'abstention, les votes extrêmes, le populisme et le désenchantement civique et, en même temps, préconiser des régions espaces technocratiques non appropriés par les citoyens. C'est une contradiction majeure qui aura pour conséquence d'éloigner encore la bulle décisionnelle et la population en nourrissant ce désenchantement que l'on dit combattre !

Le sentiment d'appartenance est une chance et un formidable levier du développement et de la participation. C'est le gage des engagements citoyens, associatifs, collectifs. Il faut être bien riche – ou vraiment inconscient – pour s'en priver. À une région abstraite, technocratique, dessinée sur une carte de papier, privilégions un espace vécu, revê, approprié, un espace de mobilisation.

Regardons l'histoire et la longue durée. La commune, totalement appropriée depuis plus de deux siècles, s'était glissée à la Révolution dans les limites des paroisses, de si anciennes mémoires. À l'inverse, les départements, découpés arbitrairement sur des cartes, sans prise en compte des espaces vécus, ont laborieusement mis deux siècles de discours performatifs parfois intenses pour être intégrés par des habitants qui n'oublient pas pour autant leurs terroirs d'origine. La Bretagne en est un bel exemple, du Léon au Trégor, du pays Bigouden au pays de Redon. Regardons combien le centre Bretagne, au nom d'un espace vécu, fait fi des limites départementales...

La question de la réforme territoriale ne peut être dissociée de cette question démocratique.

« L'échelle pertinente de l'avenir »

Aujourd'hui, en Bretagne, à l'heure du déplacement automobile et virtuel généralisé, intercommunalité et région sont les deux espaces vécus essentiels. La proximité, à l'échelle intercommunale ou métropolitaine ; la structuration des politiques publiques, à l'échelle régionale.

La Bretagne – avec ses cinq départements – est bien plus qu'une région administrative. C'est un pays, un univers. Un plaisir. C'est l'échelle pertinente de l'avenir. C'est l'espace de la vitalité démocratique.

Jean-Michel Le Boulanger



Rentrée bilingue : progression de plus en plus faible

Le nombre d'élèves bilingues progresse toujours, mais la rentrée 2014 n'est pas bonne. Une tendance nette indique une progression de plus en plus faible. Seule une filière est parvenue à ouvrir de nouveaux sites (mais trois seulement). La demande exprimée par les parents doit maintenant être remplacée par une offre généralisée ou, mieux encore, par un enseignement généralisé. Les résultats seraient considérablement améliorés et la langue bretonne retrouverait sa vivacité.

Les élèves de trois communes supplémentaires peuvent apprendre en breton à la rentrée scolaire 2014. C'est nettement moins que les deux années précédentes, puisque cette possibilité a été donnée dans huit communes en 2013 et dans quatorze en 2012. C'est nettement insuffisant pour assurer l'avenir de la langue bretonne.

Les trois ouvertures sont faites par l'Education nationale à Coray, Plouézec et Pleumeur (56). Les parents d'élèves de Coray ont été obligés de se mobiliser face au refus de l'inspection académique du Finistère d'accueillir les vingt élèves inscrits. L'insuffisance d'enseignants invoquée dans un premier temps pour justifier le refus met en évidence la mauvaise gestion de l'enseignement bilingue public.

Les élèves de l'école Diwan de Savenay, regroupés avec ceux de Saint-Nazaire en 2013 faute d'enseignant, réintègrent leur école. Une annexe à l'école Diwan de Rennes (Villejean) est ouverte.

L'ensemble des trois filières gagne 484 élèves et réalise une progression de 3,15 %. La progression a été de 603 élèves (+ 4,08 %) en 2013 et de 633 élèves (+ 4,48 %) en 2012. La chance d'apprendre en breton est donnée maintenant à 15 849 élèves dans 151 communes de Bretagne, soit 10 % d'entre elles. Cette proportion est plus forte en base Bretagne.

Les trois filières

Diwan scolaire 3 865 élèves, soit 24 % de l'ensemble des élèves bilingues de Bretagne. Les 133 élèves supplémentaires permettent de réaliser une progression de 3,56 % contre 1,47 % en 2013. C'est la plus forte progression des trois filières. La progression est plus forte dans le second degré (+ 4,65 %) en raison du gain de 10 % réalisé par le lycée de Carhaix. Ses 333 lycéens sont parmi ceux qui, en France, ont les plus grandes chances

Répartition des élèves bilingues par département									
	22	29	35	44	56	Paris	Total	2013	Évolution
Diwan	684	2 078	195	341	556	11	3 865	3 732	133 3,56%
Public	1 305	3 334	611	224	1 413		6 887	6 662	225 3,38%
Catholique	406	1 965	411	63	2 247		5 097	4 971	126 2,53%
Total	2 395	7 377	1 217	633	4 216	11	15 849	15 365	484 3,15%
Rappel 2013	2 324	7 085	1 172	628	4 129	27	15 365		603 4,08%
Évol. nombre	71	292	45	5	87	-16	484		
Évol. %	3,06%	4,12%	3,84%	0,80%	2,11%	-59,26%	3,15%		

Répartition des élèves bilingues par niveau						
	Maternelle	Primaire	Collège	Lycée	Total	Proportion
Diwan	1 326	1 368	838	333	3 865	24,39%
Public	2 936	3 017	733	201	6 887	43,45%
Catholique	2 063	2 456	516	62	5 097	32,16%
Total	6 325	6 841	2 087	597	15 849	
Proportion	39,91%	43,18%	13,17%	3,75%	100%	
Rappel 2013	6 236	6 581	1 994	555	15 365	
Écol. nombre	90	260	93	41	484	
Évolution %	1,44%	3,95%	4,66%	7,39%	3,15%	

d'obtenir leur baccalauréat. Par contre, l'école de Paris connaît une deuxième année consécutive difficile et ne scolarise plus que 11 élèves.

L'enseignement public accueille 6 887 élèves, qui représentent 43 % de l'ensemble des filières bilingues. Les 225 élèves supplémentaires permettent de gagner 3,38 % et de réaliser la plus grosse progression en valeur absolue. L'effectif des écoles maternelles n'augmente que de 0,20 % et, sans l'apport des trois ouvertures, l'évolution aurait été négative. La progression dans le secondaire est de 7,60 %, mais elle concerne un faible effectif, notamment dans les lycées (201 lycéens).

L'enseignement catholique accueille 5 097 élèves, soit 32 % de l'ensemble des filières bilingues. Cette filière, créée en 1990, connaît des difficultés pour se développer dans le secondaire. Les deux seuls lycées n'accueillent que 62 lycéens et régressent de 11 %.

La densité de locuteurs

Les villes qui concentrent le plus grand nombre d'élèves bilingues sont les mêmes qu'en 2013, mais le classement subit deux modifications.

Rennes, avec 719 élèves, garde la première place. Quimper, avec 586 élèves, prend la deuxième place à Vannes, qui réunit 573 élèves. Carhaix, qui bénéficie de la progression du lycée Diwan et réunit 524 élèves, prend la quatrième place au détriment de Nantes, qui a 498 élèves. Les plus fortes progressions d'effectifs ont été réalisées à Lannion (+ 41 élèves) et à Brest (+37 élèves), en raison du développement de la filière de l'enseignement catholique. Lannion avec ses 490 élèves et Brest avec ses 479 élèves vont disputer la cinquième place à Nantes à l'avenir.

Landerneau avec 406 élèves, Plougastel-Daoulas avec 398 élèves et Lannilis avec 373 élèves présentent des chiffres très intéressants, car, en les rapportant à leur population, ils indiquent une forte

proportion d'individus capables d'échanger et de créer une vie sociale en langue bretonne. La densité de locuteurs est un indicateur meilleur que leur nombre pour développer l'usage d'une langue.

Taux de progression en breton

Le taux moyen de progression du nombre d'élèves des trois filières bilingues de Bretagne s'établit à 23,95 % en 1986. Celui de 2014 s'établit à 4,04 %. La tendance à la réduction du taux de progression est très nette et très forte, même si les effectifs globaux continuent d'augmenter.

Certes, plus les effectifs augmentent (et donc les bases de comparaison) et plus il est difficile de constater un taux de progression positif parce que la saturation approche, mais en ce qui concerne la langue bretonne la saturation est loin d'être atteinte puisque le nombre d'élèves des filières bilingues est d'environ 2 % de la population scolaire de la Bretagne.

L'explication de cette tendance à la baisse du taux de progression du nombre d'élèves est à rechercher dans la manière dont se font les ouvertures de sites bilingues. Depuis toujours, ce sont les parents qui doivent prendre l'initiative et vaincre tous les obstacles mis sur le chemin qui mène à la création d'un site.

La création de sites bilingues est basée sur la demande des parents. Pour les familles qui choisissent Diwan, il faut gérer les écoles et c'est une responsabilité que ne veulent pas prendre beaucoup d'entre elles. De plus en plus de parents prennent conscience de l'intérêt de la langue bretonne, mais cette évolution se fait lentement. Le plus difficile est d'ouvrir un site. Ensuite, les parents peuvent constater les bienfaits du bilinguisme et l'intérêt de pratiquer la langue de son territoire.

Passer de la demande à l'offre

Le redressement du taux de progression du nombre d'élèves bilingues peut être obtenu par une information plus intense des familles sur l'existence des sites actuels



et une bonne proportion de familles acceptera cette proposition. Une autre procédure, encore plus efficace, consiste à généraliser l'enseignement bilingue de la langue bretonne à tous les élèves sauf à ceux dont les parents manifesteront leur opposition. Le développement du bilinguisme dans les enseignements public et catholique engendrera un intérêt pour la pratique immersive retenue par Diwan, qui profitera aussi de l'engouement nouveau.

Objectif 10 %

Évidemment, l'offre généralisée ou l'enseignement généralisé à tous les enfants sauf opposition des parents ne pourront pas être mis en œuvre partout et immédiatement en raison de l'insuffisance d'enseignants. Il faudra donc commencer là où sont déjà ouverts des sites afin de créer des pôles et réduire les pertes importantes d'élèves lorsque le collège ou le lycée sont trop éloignés de leur domicile.

Ces deux pratiques, limitées dans un premier temps à quelques territoires, permettraient de mesurer la différence entre le rendement généré par la demande des parents et l'offre généralisée ou l'enseignement généralisé. Il est certain que le nombre d'élèves bilingues augmenterait fortement.

En Bretagne, passer de 2 % de la population scolaire bilingue à 10 % c'est mettre 85 000 élèves dans les écoles bilingues. La langue bretonne serait sauvée !

Alan ar Gal

Les dispositifs « Desk » et « Skoazell »

Le conseil régional de Bretagne a mis en place depuis 2009 le dispositif « Skoazell ». Il s'agit d'une aide individuelle (5 000 € en master 1 et 2 500 € en master 2) pour les personnes préparant les masters d'enseignement bilingue français-breton du premier ou du second degré. Trente-neuf étudiants de master 1 bénéficient de la bourse Skoazell en 2014, ils étaient 5 en 2009, 13 en 2010, 39 en 2011, 22 en 2012 et 36 en 2013. Pour les masters 2, le chiffre officiel ne sera connu qu'en octobre, ils étaient 26 en 2009, 7 en 2010, 25 en 2011, 34 en 2012, 28 en 2013. Desk est une aide individuelle aux enseignants se formant à la langue bretonne. Les chiffres définitifs des bénéficiaires 2014 du dispositif Desk seront connus en décembre. En 2013, 70 personnes ont pu en bénéficier.

Langue corse : 3 h par semaine depuis plus de 15 ans...

Anne Tomasi est enseignante de mathématiques en langue corse au lycée public de Prunelli di Fiumorbu. Lors de l'université d'été de Régions et Peuples solidaires, à Bastia en août dernier, Sylvie Toupin, elle-même enseignante bilingue en Bretagne, a pu lui poser quelques questions et comparer avec ce qui est en place chez nous.

Le Peuple breton : Comment la corse est-elle enseignée ?

Anne Tomasi : Il existe deux types d'enseignement : privé et public. Nous n'avons pas d'équivalent à Diwan en Corse. Dans le premier degré, il existe deux écoles privées confessionnelles, à Bastia et à Ajaccio, qui proposent 3 heures d'initiation à la langue corse.

Dans le public, l'initiation à la langue et à la culture corses est enseignée d'office à hauteur de 3 heures par semaine depuis plus de quinze ans, sauf en cas de mention contraire – quasi inexistante – de la part des parents. Cent pour cent des élèves en bénéficient donc (« offre généralisée »). Rien à voir avec la situation bretonne.

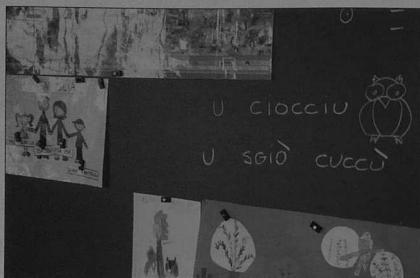
La première filière bilingue à parité horaire (50 % en corse, 50 % en français) a été ouverte en 1990 et s'est rapidement développée, surtout en milieu rural, très corsophone ; 35 % des élèves y sont scolarisés.

Dans le second degré (collèges-lycées), la filière bilingue propose 3 heures de corse ainsi que deux ou trois matières en immersion parmi lesquelles l'histoire-géographie, les mathématiques, les sciences, le sport ou la musique. Il appartient au chef d'établissement de donner aux enseignants compétents telle ou telle matière.

Et concernant la formation des enseignants ?

La langue corse fait partie du programme de formation initiale de tous les enseignants, a contrario du breton. Au concours, les candidats peuvent la présenter au même titre que l'anglais ou l'allemand.

Au concours bilingue, le corse figure à l'oral et à l'écrit, avec note éliminatoire.



En Corse, l'offre est généralisée ; rien à voir avec la situation bretonne.

Pour les enseignants d'une autre matière qui voudraient enseigner en corse, il est possible de passer une habilitation à la langue – facile à obtenir. Il n'existe pas d'aide à sa préparation, mais une bourse du conseil régional corse [dispositif équivalent à « Desk » en Bretagne]. Cette habilitation n'est pas prise en compte lors des mutations interacadémiques. Il y a actuellement un seul poste au concours (contre deux ou trois avant) compte tenu de la saturation en professeurs titulaires du CAPES de corse.

Comment expliques-tu la différence de traitement entre la Corse et la Bretagne ?

Le corse dispose d'un statut particulier par rapport à d'autres langues en France puisqu'il dépend beaucoup de la collectivité territoriale corse (CTC). Cette dernière dispose en effet d'une compétence en matière linguistique, mais aussi éducative. Depuis 2010, à la suite du vote de la CTC, il y a obligation d'ouvrir une filière bilingue dans les écoles maternelles de plus de trois classes et les écoles élémentaires de plus de cinq classes. Pour ouvrir la première classe bilingue dans une école, il faut les accords de la municipalité, de l'inspecteur local et des parents de l'école. Ce qui fait la différence, c'est sans doute aussi le large consensus politique.

Nous ne faisons face à aucune opposition de la part du recteur, ni des deux inspecteurs d'académie. Certains inspecteurs de circonscription parlent eux-mêmes corse. De leur côté, les enseignants du primaire sont majoritairement syndiqués au STC, Syndicat des travailleurs corses, qui s'inscrit dans la mouvance nationaliste corse et qui a un poids certain.

Et l'université ?

Elle a été créée en 1981 à Corte. Auparavant, les étudiants corses devaient aller à Nice. Le corse est obligatoire jusqu'à bac + 3 pour au moins un semestre, grands débutants ou non, à la suite de la décision du conseil d'administration de la faculté.

A noter qu'en ce moment il y a un bras de fer entre l'université et l'État au sujet de la langue corse. Tous les quatre ans, une convention tripartite est signée entre l'université, la CTC et l'État. Dans la convention en préparation pour 2015, l'université veut faire apparaître la co-officialité, et l'État refuse. Il demande deux conventions différentes, une avec la CTC qui parle du reste. L'université a refusé.

Propos recueillis par
Sylvie Toupin

POBL VREIZH

Safar, eus Pondi da Zanzibar...

Ar ger taarab a zeu eus an arabeg hag a dalvez « joa dre ar sonerezh ». Brudet eo kalz e Tanzania, e Kenya hag e Zanzibar, just a-walc'h e lec'h m'eo bet filmet an istor-mañ. Ar strolladoù sonerezh taarab hengounel a implij binvioù evel ar qanun, an oud, ar violins. Ar strollad taarab Safar en deus ouzhpennet ur « zumari », ur vombard, biroc'h un tamm, hag a vez implijet kentoc'h gant tamboulinoù ngoma ha kaa. E miz Mae 2011 e oa bet pedet gant Kerlenn Pondi ar strollad-mañ, Safar, eus Zanzibar, e goul talabarderien ar bed e Klegereg. Embann un DVD oa un doare da astenn buhez an eskemm-se, eme Ronan an Hirrien hag en deus sevenet un teul-film, kenproduet gant Kalanna Production ha France 3 Breizh.

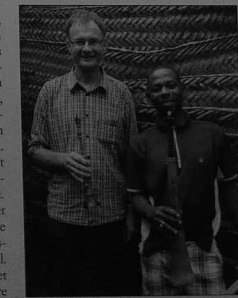


Ar strollad Safar o pleustriñ e Zanzibar.



E labouva Gilbert Hervieux o fardañ ha pleustriñ ar zumari.

eus Zanzibar. « Kaer e kaven gwelet hon daou ved o keidañ, hag an hent a heulimp asambles evit kompren ar geidaden-se, a c'henche va bed, va hent », eme Ronan. Evit ar re a blij sonerezh dezho, met ivez evit ar re a zo sot gant beajoù ha sevenadurioù ar bed eo ar film-se. Amañ e kaver tud lammet a-drugarez da vinvioù sonerezh. Da gentañ e weler ar strollad taarab Safar e Breizh o teskiñ penaos e vez fardet



Gilbert Hervieux hag e vignon e Zanzibar.

« D'ar 7 a viz Ebrl 1983, e voe lidet eured aour Perrine, un dimitin d'am mamm, ha Louis Autret, en iliz Trelaouenan. E fin al lid e klevan son ar binioù. Hini ur binioù bras, eus Bro Skos, a ouezin kalz divezhañ-toc'h met ne ra forzh. War an taol e santan ur gridienn. Dasoniñ 'ra an iliz, ar vered, ar bourk gant son kreñv ar binioù. Fro-met-kenañ on. Diouzhtu e c'houlennan digant va zud deskiñ seniñ gant ar binioù. Nav bloaz on, hag o paouez bezañ ganet da sonerezh Vreizh... » Setu kroget karrantez Ronan an Hirrien evit ar vombard. Bloavezhioù war-lerc'h en deus sevenet Safar, eus Pondi da Zanzibar, embannet e DVD gant Kalanna Production, evit diskouez eo an istor-se unan etrevroadel. Pegen denness eo an abadenñ a zo bet filmet gantañ hag a gont un eskemm etre talabarderien a Vreizh ha sonerien zumari

bombardoù gant al luterien, Gilbert ha Tudual Hervieux, met ivez o seniñ gant talabarderien a Vreizh (Jef Le Gournin ha Roman Sponnagel en o zouez) hag o klask krouiñ un ton nevez asambles. Da c'houde ez eo tro ur skipañ breizhad da vont da Afrika evit dizoleiñ sevenadur ar vro, evit profañ ar bladenn bet enrollet e Breizh d'o mignoned ivez (CD A-gevret, Kerlenn Pondi) hag ober ur sonadeg dezgerioù emgav. Geillout a reer gwelout en DVD-mañ penaos e fard ar sonerien ar zumari ocl'h ober gant danvezioù naturel ar c'horn-se eus Afrika. Emañ tud ar strollad Safar o tasmun tonioù sonerezh kozh evel m'eo bet graet gant Dastum (ha n'eo ket echu). E Skol sonerezh Zanzibar e vez desket c'hevzeññ ar zumari hep paouez – evel un didgeridoo – pezh ne reer ket e Breizh.

En DVD-mañ ez eus kaoz eus darempredoù start etre ar pobloù da gentañ, me lavar deoc'h...

Gael Briand

* Un teul-film all sevenet gant Ronan Hirrien. Pa gahz ar bed (kenproduet gant IFL Films ha France 3 Breizh), war un eskenn etre Finlandia ha Brezoned war treuzkas ar gwerzhioù d'an rumadoù nevez, a vo mouten da velet e mest a gumun e miz Du, mavezh an teul-film : Ploarzel, an Fagge Vras, Ploarzel-Gwitalmao...

Biel Elies : ur skrivagner a-feson

Kavout a ra Mikael Madeg eo laosket a-gostez dirreizh ar skrivagner Biel Elies, Mab an Dig e anv-pluenn. Paol ar Meur a felle dezhañ gouzout perak. Goulennatac en deus anezhañ.

Paol ar Meur. — Piv e oa Biel Elies? Mikael Madeg. — Ur beleg 'oa ganet er bloavez 1910 e Porsal, savet e Lambaol-Gwitalmeze, ha bet kure e Sant-Pabu, kure-skolaer. Goude an eil brezel-bed 'oa kaset da Afrika an Nord. Eno eo e krogas a-zevri da skriva e brezoneg, lennegezh da vianna. Marvet eo e 1978 e Brest.

PaM. — Perak n'eo ket ken anavezet ha meur a skrivagner brezhonek all?



Ar skrivagner d'ar poent ma oa krog da skriva kalz.

M. M. — Meur a abeg 'zo. Da genta ar fed ne z eus embanner diwar e blienn nemed skridou berr, hag e kazetennou, dreist oll *Bleun Brug* ha *Brud* « koz ». Siwas, d'ar mare-se ne oa koulz lavared nemed e kazetennou e kavet da embann brezoneg. Dija en e amzer ne oa anavezet nemed gant tud ar Bleun Brug, belein ha frered, hag euz ar pezh a reas an dud-se ne gaver roud nemed e levraouge. N'eo ket awalh lavared e oa « ankounaheer ».

D'ar mare ma skriva e oa rannet ken-nañ bedig ar skriva e brezoneg etre daou jao, ha n'edo ket perz euz an hini zo chomet an oberianta. Ouspenn an techet ma z eo an dud a lenn brezoneg da veza "rividig", pa z eus ano da lenn er yez, "meus aon.

PaM. — Peseur diforc'h 'zo etre e skridou ha re ar veleien all a skriva e brezhoneg?

M. M. — Evid ar braz euz e skridou, an neb ne ouest ket en amag eo gant ur beleg 'oant skrivet n'hen divinf ket en oll. Ken a-fed danvez ha ton n'eus ennañ kazi arliou ebet euz e halvidigez (ma oa...). A-fed moraliezh zoken ne zegouez ket penn da benn gant ar pezh a veze gedet euz ur beleg. Lakom ne veze tamn avierezh gantañ. Forzig e oa goapar ive. Un doare disheñvel-mad en deveze e-keñver pep tra. Ha lod euz e skridou e z eus enno un nerz hag ur wirionez pell diouz ar seurt « pilpouerez a vicher » a gaver er pezh a skriva relijuzet all ar Bleun Brug.

PaM. — Petra e c'hell degas da lennegezh brezhonek hon amzer?

M. M. — Krak-ha-berr e hellan lavared e kavan eo bet ar skrivagner brezoneg donezoneta ha gwella douez al Leoniz o deus skrivet en *XX^{ed}* kantved. Padal, er stuz ma oa bed ar brezoneg skrivet d'ar mare-se n'en deus ket kavet tud da lakaad e zoncon da vleunia, ha distrig awalh e chom e oberenn, fed ment. Degas a hell, sur, kement ha Leoniz eo chomet muioc'h o anioi e spered Yann lenner. Muioc'h end euz, ken a-fed yez hag evid an dud a heller kaoud o lenn lod, da vianna, euz e oberou. Arabad ankounahaad n'eus nemed dre skridou pelloh e hell ar braz euz an nevez-vezo-negerien kavoud peadra da beurzeski brezoneg. War ar poent-mañ e rankfe beza ur skwer, ha pehed e vije tremen heb lenn e skridou gwella war zigareziou n'o deus ket kalz a dra da weled gant talvoudegezh e oberenn.

* Meur a zastumad euz e skridou oa bet embannet gant Emglev Breiz, ha daou levr all gant Embann Kêredol (da bienna nemed e blo Leon ha war euz gant Embann Kêredol (mikael.madeg.keredol@orange.fr).

Korn Riwa



Divinadell an distro-skol

Ar wech-mañ e krogin ar rubrikenn gant un divinadell: ijinet on bet e 2013, e miz eost evit bezañ resis. Va lec'h ganedigezh a zo Alabino, e mervent Moskov. Strollañ a ran broiour ar bed a-bezh en a aergelc'h distenn, plius hegarat ha dreist-holl, nann-politikel. Piv on? Konkour etrevroadel ar strolladou Femen (pal ar c'hoñkour - diaes da d'houzout, ret eo ansav - manifestin an hirañ posupl en ur vezañ gwisket)? "Kan ar bobl" al ledenez Krimea (ar pal: kanañ ar bravañ posupl kan broadel Rusia e ukraineg pe kan broadel Ukraina e rusianeg)? Konkour etrevroadel pimpatroned ar prezidant Poulin (ar pal: heñvelout ar muiañ posupl ouzh Vladimir Poulin... hep sikour ar surjianerezh estetikel, anat deomp l)? Ne gavit ket? O iostaat emaoch: kib ar bed an "tank-biathlon" eo l. Ar c'hoñkour gwali anavezet-mañ (dreist-holl e-touez kamaladed Jozef Stalin... va digarezi: Vladimir Poulin) a zo bet ijinet evit krenvaat ar c'heroberoudardel etrevroadel, hervez Serguei Choigu, ministr an Difenn. Warlano o doa broiour ar blok soviedel gozh nemetken kemeret perzh, met ar bloaz-mañ ez eus bet un arao-kadenn a-bouez: Sina, Angola hag Armenia o deus kenstrivet ivez! Bevet an etrevroadelezh, ar c'hamalediaj, ar sport, ar peoc'h hag ar garantez l. Pedet e oa bet broiour an OTAN ivez, met nac'het o deus dont... Souezhus-tre, sezbezus zoken. Ur c'hanis all o do da c'houint "kib bedel an tank-biathlon" ar bloaz o tont, euruzamant l. Achann di en do forzh penaos Rusia aloubet Ukraina gant tankou dengarour (gant ar pal harpañ ar boblañs rusian bac'het di-bloc kantvedou er vro-mañ). Ha gant piv eo aet ar maout? Gant Rusia l. Hag an eil maout? Gant Rusia l. Pebez suspense, me lar deoc'h...

Gwagennoù tredanwarellek Klemm an allergeien



Stign adkas

o lojeiz gant danveziou arbennik evit klask mirout ouz ar gwagennoù-mañ d'o zizhout. Ne gred ket an holl anezho reiñ da c'houzout eo stad en-dro dezho betekout na vefent lakaet da foll gant ar re all. Gwallaozet e vez o buhez sokial pa ne c'hellont ket mont d'al lec'hioù e vez graet enno un implij bras eus binviji tredanwarellek. Reiñ a ra e unan eus perzhidi an emvod da c'houzout en doa goulennet digant anezidi all e gendi dilugellañ o binviji wi-fi pa veze en e lojeiz.

Azonou liesseurt

Un namn eo an allergeizh-mañ ha ne vez ket soursiet outañ evel ouz an nammoù all c'hoazh. Anvaz a ra tud Aozadur Bedel ar Yec'hed ha meur a servij mezeg, koulskoude, e c'hell ar gwagennoù tredanwarellek nozaout ouz ar c'horf, degas ur c'hrig-bev zoken, met n'eo ket anat ober, en ur mod skiantel difazi, al liamm etre ar gwagennoù-mañ hag an azonou klinikel gouzanvet gant ar re a lavar n'int ket evit padout outo. Azonou liesseurt a vefe ouzhpenn-se, azonou meur a stad all: kernadou (poaniou-penn), drougou arzoù ha kigennoù, novezhoù digouk, boudinellerezh skouarn, strafuilhoù ar c'hounerzh, dieveshaat, strafuilhoù ar gweled, heugennou, gouvidou (diwaskadennou nervedoù).

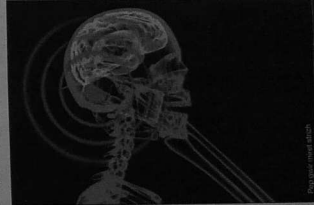
Un allergeizh anavezet

Enklaskoù 'zo bet graet, koulskoude, er bloavezhioù 2000 evit jediñ an dregantad a dud a vefe tapet gant ar stad-mañ e poblañs broiour 'zo. 5 % anezhi e vefent e Suis, 1,5 % e Sweden, 4 % e Breizh-Veur, 3 % en Austria. Renket eo bet e-touesk an nammoù gant servijou ar yec'hed e Sweden hag e meur a hini eus Stadoù Unanet Amerika, hag e-touesk ar c'hleñvedou gant re Breizh-Veur hag Alamagn. E Frans e c'houllent ar seurt servijou

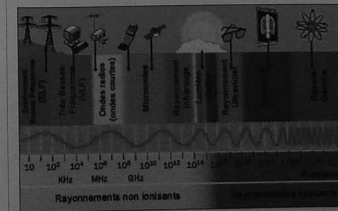
brevennañ ar prantadoù en endrioù karget a wagennoù tredanwarellek (re ar peilgomzennoù hezoug, ar rouedadoù wi-fi ha signoù adkas) evit ar re a ra un implij bras eus ar seurt binviji hag evit ar vugale. Kinnig a ra Kuzul Europa, diouz e du, sevel takadou gwenn evit an allergeien. Un annezlec'h repu evit seurt tud zo bet digoret e Zürich zoken, ha ret eo kaout un testienn mezeg evit goulenn ul lojeiz ennan.

Un enklask graet tri bloaz 'zo ha tregont

Studiet e oa bet efedoù ar gwagennoù tredanwarellek war ar c'horf gant an NASA e 1981. Klask a rae an aozadur-mañ gouzout ha dizañjer e veze ar beajoù graet er-maez eus aergelc'h hor planedenn evit an astraerion, lakaet ma vije ar re-mañ da dreuziñ



Un dazont skiedus



Taolenn skinaoù tredanwarellek.

Du ha gwenn ha plas da lenn...



10 bleiz bihan ! gant Corinne Boutry hag Aline Pallaro, brezhoneg gant Drian Bernier, embannet gant Beluga / Coop Breizh, 9,90 €. Devezh an dek bleiz bihan un tamm lampon a zo un digarez evit ober anaoudegezh gant ar sifrou hag an niveroù. Plijus eo an istor ha kinniget brav-eston al lev (skeudennou a-feson, pajennoù kalet, ivinelloù evit adkavout tudennou ha sifrou...). Ma n'eo ket direbech ar brezhoneg e santer striv an troer evit reiñ (pe mirout ?) ur stumm rimadell d'an destenn. Ur prof brav d'ober d'ur bugel pe d'e dud...



Ur vaot en oabl, gant Paskal Hervio, embannet gant Keit Vimp Bev, 6 €. An trede levrenn eus avanturioù Fili, krennard (pevarzek vloaz eo) Gwiseni e bro an Dogoned er Mali. Ma n'eo ket displijus da lenn ec'h anzav bezañ kollet un tamm: etre ar bed kornog, kredennou an Dogoned, hudouriezh hag un tamm skiant-faltazi (*Atlantis*, al lestr a gas da bliandenn Digitaria) ez eus peadra da vezañ badaout. Mat 'vef bet lakaat un diverrañ eus al levrennoù kentañ e deroù al levrenn...



Avanturioù Zett, gant Denise Lefranc, embannet gant Keit Vimp Bev, 5 €. Evel-just n'eo ar c'haier kavet er solier gant Maiwenn ha Lucas nemet un digarez evit kontañ « arroudennoù » eus ar vuhez war ar maez e penn kentañ an xxx^e kantved. Plijus eo an holl istorioù bihan ha kontet brav. Danvez eskemm etre bugale vihan ha tud-kozh pe bugale-guñv ha tud-you-gozh zoken...

Arzhur hag an evn gant Janik Baillor, embannet gant Keit Vimp Bev, 5 €. Plijus-tre em eus kavet an istorige-

mañ. Ur paotrig o c'hoari bezañ unan eus marc'heien an Daol-grenn en deus da zibab etre e « gest » ha reiñ skoazel d'un evnig gloazet. Santet e vez mat ar pezh a dremen en e spered, d'ar mare-se, evel un tamm pelloc'h en istor ur wech pare al loenig. Ur skeudenn positivel ha fur eus an tadoù-kozh a gaver el levrig ouzhpenn. N'eo ket evit displijout din.



pe ur gartenn « Pop-up ». Plijadurioù a bep seurt evit ar vrezhonegerien vihan eta gant un tamm sikour a-berzh tud koshoc'h, marteze...

Kalon ruz Brekilien gant Patrice Manic ha Nolwenn Languille, brezhoneg gant Drian Bernier, embannet gant Beluga / Coop Breizh, 12 €. Kinnig a ra Beluga d'ar vugale adalek 5 bloaz heuliañ pourmenadenn Elin, he breur Tomis gant o zintin Loeva hag o zonton Edern e koad Bresilien. Digarez d'ober anaoudegezh gant lec'hioù ha tudennou (Marzhin, dreist-holl...). Deskiñ a reer ivez reiñ talvoudegezh da draoù simpl: krogenn ur velc'hwedenn, neuz ur vleunenn, kan un drask, blaz ar bara... E fin al levrig, un toullad pennadoù berr a sikour al lenner da gompren gwelloc'h traoù bet desket e-keñv e lennadenn... Ur profig brav d'ober d'ur bugel.



Geriadur ar Vezekiezh Rann 8 Miliaire-ostite, gant Guy Étienne, embannet gant Preder, 22 €. Gellout a reer bezañ souezhet, hegaset zoken, gant dibaboù yezh Guy Étienne ha gwelout talvoudegezh al labour ramzel a ra abaoe un tri ugent vloaz bennak evit reiñ tro d'ar vrezhonegerien da gaut displegadur gerioù ar vezekiezh en o yezh keiner ouz ar galleg hag ar saozneg.



Chipo pennañ ! ha **Chipo pennañ** ! gant Christophe Bonens, brezhoneg gant Drian Bernier, embannet gant Beluga / Coop Breizh, 8 € an tamm. N'eus ket chañs Chipo, ar porc'hel bihan. Bevañ a ra gwal-lavanturioù en daol levrañ-mañ. Eituzamant e vez hepred komprenet pe skoazellet gant e vignoned (Rozetenn dreist-holl) hag ec'h echu mat an traoù bep tro... Kinniget brav eo al levrioù gant ur golo kalet. Kavout a reer e fin pep hini un « atelier » evit sevel ur vergodenn



Bisig pezh kok gant Michèle Simonsen hag Hélène Micou, brezhoneg gant Mark Kerrain, embannet gant Sav-Heol, 8 €. Evel ma lenner ellevr, « Loened lontekazo kalza vroioù. A-wechou e vez ur c'hazh pe ur bleiz... ». Un doare pimpatrom eo. E-keñv istor: lonkañ a ra al loen lontek ar pezh a gav war e hent betek ma kav unan bennak (amañ ur c'hoador kreñv) a laka un termen d'an traoù... E-keñv stumm da gontañ ivez: un heuliad senennou heñvel gant un doare letani a gresk bep tro. Klasel eta. Betek (re ?) en diskoulm peogwir ez eo ur « c'hoador kreñv » a ro e begement d'an euzhvil ha n'eo ket ur plac'hig koant pe ul lododennig... Pa lavarer « klasel » e soñjer « en tu-hont d'ar gizioù » : da vezañ lennet gant plijadur gant bugale a-vremañ evel ma oa bet lennet gwechall gant bugale all.

Herve Lannuzel

Resevet hon eus...

◆ Kegid d'ar gousperoù, danevellou gant Peter Tremayne, brezhoneg gant Jean-Michel Mahe evit pevarzek anezho ha Ninnog Latimier hag Herve Latimier evit an hini ziwec'hañ, embannet gant Aber.

Histoire

Bretagne et guerre de 1914-1918 Et si on pacifiait l'histoire !

L'ÉLABORATION DE L'HISTOIRE DE BRETAGNE se caractérise par deux originalités : les apports des historiens non universitaires ont été majeurs, pas seulement sur les deux guerres mondiales, mais sur de nombreuses autres questions. D'autre part, chaque avancée dans la connaissance de cette histoire est suivie par une réaction « universitaire » pour en minimiser la portée, avec une mobilisation en réseau pour donner plus de poids à la négation, au refus de ces apports extérieurs.

Ces réactions corporatistes, idéologiques, voire politicienne, émanent souvent d'historiens à la production tout à fait respectable par ailleurs. Régulièrement, la mobilisation néo-jacobine s'est appliquée à minimiser la terrible guerre franco-bretonne de 1488-1490, devenue « guerre folle », c'est-à-dire dépourvue de sens. Il a fallu près de deux siècles pour enfin appréhender sérieusement la chouannerie. L'Université n'a toujours rien produit sur l'épisode dramatique du camp de Conlie de 1870.

On se cantonne bien souvent au registre de la guerre idéologique. Le but suprême semble être d'enlever à chaque fois un argument aux « nationalistes bretons » et non d'apporter sa pierre à la connaissance historique par une histoire plurielle.

Les pertes bretonnes

La guerre de 1914-1918 notamment, un siècle après ses débuts et après de nombreux travaux sérieux, est devenue l'objet de polémiques.

Au niveau hexagonal, l'école historique de l'Historial de Péronne (Somme), qui domine les institutions officielles, insiste sur l'élan patriotique profond qui a soulé et presque fondé la nation française, toutes catégories sociales et « régions » confondues, dans une lutte du bien contre le mal. Dans cette vision, la Bretagne n'aurait pas payé un tribut particulièrement élevé, ses combattants n'auraient pas été envoyés sur les fronts les plus exposés...

On avance ça et là que la Lozère et la Mayenne ont eu plus de pertes en pourcentage, ce qui enlèverait toute spécificité bretonne. Mais il s'agit de départements peu peuplés, le premier ayant connu une forte émigration depuis la référence à la population dénombrée au recensement de 1911. Avec des statistiques fondées sur le département de naissance et non de résidence, trois départements bretons arrivent quasi-

ment en tête, au même niveau que la Lozère et la Mayenne.

En valeur absolue, les pertes bretonnes n'échappent à personne (voir la carte). Tous ces chiffres figuraient déjà sous la plume d'un historien non universitaire, Henri Gillès, dans un article remarquable, au sein d'un ouvrage pluridisciplinaire, présenté dans nos colonnes en 2010 et que tout le monde utilise désormais. Nous lui empruntons une bonne part de nos réflexions.

La base de données « Mémoire des hommes » établie en 2008 et modifiée depuis constitue une source importante à laquelle chacun se réfère, tout en connaissant ses limites (les morts prématurées ne sont pas prises en compte). Avec ces limites minorantes, la Bretagne aurait perdu 125 073 hommes, 11 500 de plus que l'Île-de-France, dont la population est de 70 % plus élevée. La mortalité précoce qui suit la guerre enfle fortement ces chiffres et pourrait, vers 1930, les avoir doublés.

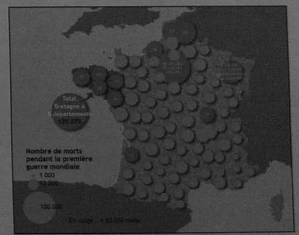
Traumatisme profond et durable

Pourquoi tant de morts bretons ? La population paysanne est importante, elle est d'abord versée dans l'infanterie, arme où les pertes sont les plus élevées. La population bretonne est encore jeune, donc plus mobilisable.

Il y a bien d'autres observations à faire qui ne relèvent pas de la polémique. Tout d'abord, bien au-delà des comparaisons de situations spécifiques, donc non comparables, le traumatisme a été énorme, comme le montre le psychanalyste Jean-Yves Broudic. Le taux des suicides et celui de la mortalité par alcoolisme vont faire un bond comme on n'en observe nulle part ailleurs.

La génération de l'immédiat après-Seconde Guerre mondiale, par les contacts directs avec les rescapés et les familles des victimes encore présents jusqu'aux années 1970, a pu mesurer le traumatisme profond et durable qui a pu faire admettre les chiffres les plus élevés, non par idéologie, mais tout simplement parce que chacun avait une claire conscience d'une catastrophe exceptionnelle aux effets ineffaçables.

C'est l'analyse des effets colossaux de cette catastrophe qu'il faudrait continuer, car ils sont un des fondements de la situation actuelle de la Bretagne et d'une bonne partie des comportements de sa population.



Carte originale de Mikael Bodiere-Pentiez (données Henri Gillès) d'après l'inventaire limitatif des seuls « morts pour la France ».

Un goût d'inachevé

Les nombreux travaux en cours de réalisation au niveau local font apparaître des informations inédites qui ébranleront souvent les schémas pré-établis. Il reste que cette première année de commémoration de la Grande Guerre laisse un goût d'inachevé : il pencherait sans a priori sur les lourdes responsabilités partagées par les États dans le déclenchement du conflit ! Une fois de plus, une vision européenne manque cruellement pour analyser cette guerre civile.

Jean Roudaut

1. Mémoire et trauma de la Grande Guerre, TR-GRBC, Rennes 2.
2. Christopher Clark, Les Somnambules, Flammarion, 2014.

Quelques jours où l'Écosse a fait trembler l'Europe libérale

Alors que la presse de l'Europe entière tournait les yeux vers l'Écosse, nombreux sont les militants et sympathisants étrangers à s'être rendus sur place, pour voir de leurs yeux ce référendum dont tout le monde parlait. Christophe Kergosien et Dominique Gratiet étaient de ceux-là. Christophe nous a envoyé son journal de voyage, qui ne manque pas d'enseignements...

Samedi 13 septembre 2014 (J - 5), Carlisle, 15 km de l'Écosse. Un plein d'essence avant de passer la frontière. L'occasion d'échanger avec le pompiste, Marcuse. A-t-il un avis sur le référendum, qui intéresse désormais toute l'Europe, depuis qu'un sondage, une semaine plus tôt, a révélé que le « yes » pouvait l'emporter ? « On vit très bien ensemble, pourquoi changer ? Tout ceci n'est qu'une histoire de gros sous. » Marcuse pointe ainsi l'égoïsme supposé des Écossais, qui menaceraient l'équilibre du Royaume-Uni.

Gretna en vue. Nous voilà en Écosse, que nous allons parcourir durant neuf jours. Première étape : Edimbourg. Le long de la route A 702, nous découvrons des panneaux favorables au « yes » et au « no », dans les jar-

dins, sur les fenêtres et pignons des maisons, dans les champs, sur les voitures, quand les gens n'affichent pas fièrement leur opinion avec un badge sur la poitrine ou au col de la veste.

On nous avait dit que le « no » dominait au sud, ce n'est pourtant pas flagrant dans l'affichage, si ce n'est peut-être le refus catégoriel des agriculteurs. Les subventions européennes sont dans la balance, hors de question de prendre le risque de les perdre ou d'enrayer un système d'attribution qui leur sied.

Dimanche 14 (J - 4), Edimbourg. Nous entreprenons de longer l'estuaire Firth of Forth et de rejoindre à pied le port de Leith, théâtre privilégié des romans de Ian Rankin.

Le « yes » s'affirme dans les rues les plus populaires, celles qui résistent encore à la gentrification à l'œuvre, banale conséquence ici comme ailleurs de la posologie libérale. Le port hier malfamé devient le repère des « bobos » qui viennent y siroter un thé le dimanche pendant que les besogneux sont toujours au boulot.

Il y a bien longtemps que le travail le dimanche n'est plus un sujet de discussion outre-Manche. Nous avions déjà été surpris la veille par la présence des ouvriers des travaux publics sur les routes.

On entre dans un bistrot, la TV déroule ses images sur le référendum, le sujet fait là « une » des journaux... aucun moyen d'y échapper a priori, bon gré mal gré. La dramaturgie du vote

est bien installée. La dernière ligne droite en vue, chaque camp l'accroche pour mieux mobiliser en sa faveur. Alex Salmond, emblématique leader du SNP, pointe « un moment rare dans la vie d'une nation » tandis qu'Alistair Darling, leader travailliste de Better Together, insiste sur le fait que l'Écosse peut obtenir « plus de pouvoirs sans prendre de risques ».

Le rêve, l'espoir, la confiance, le projet d'un côté, la peur, la certitude de l'acquis, le réalisme de l'autre, mais aussi un conservatisme aux accents parfois réactionnaires quand plus de 15 000 orangistes venus des loges irlandaises, galloises et du Commonwealth défilent la veille dans les rues d'Edimbourg. Pour ces extrémistes, « détruire l'Union serait impensable ».

On imagine parfaitement ici le séisme que représenterait la validation démocratique de l'indépendance écossaise, au plus près de l'épicentre malgré la garde orangiste – dont les partisans du « no » prient qu'ils ne nourrissent leur penchant naturel pour la violence –, et au-delà quand les leaders politiques européens craignent pour « l'équilibre de l'Union européenne ».

Les pressions sont là et on se dit que si la dramaturgie de la situation crée un indéniable élan chez les partisans du « aigh » (l'espoir, en gaélique) réunis à Glasgow, à Buchanan Street, autour de la statue du premier Pre-

mier ministre de la dévolution, le très cultivé et regretté Donald Dewar, il va au final mobiliser ceux qui jugent avoir trop à perdre dans l'aventure de l'indépendance. Le « yes » se montre dans certains coins de rues d'Edimbourg quand le « no » est plus discret, mais certainement plus décidé.

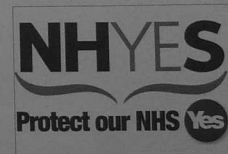
Il n'empêche, on a envie d'embrasser la vague positive du « yes », elle a en elle quelque chose d'irrésistible, certainement parce que le projet décrit est clairement écologiste et de gauche, ce qui n'est pas banal dans une île durablement meurtrie par les années Thatcher, au libéralisme décomplexé. En regardant le château d'Edimbourg, on se demande combien de jours encore flottera l'Union Jack.

Lundi 15 (J - 3), Edimbourg. Le ciel est plombé, il bruine, une pluie qui colle à la peau. Quel meilleur refuge matinal qu'un pub ? Sur les murs du Royal Oak, la déclaration d'indépendance d'Arbroath de 1320 et un tableau de la bataille perdue par Bonnie Prince Charlie à Culloden (16 avril 1746).

Vers l'entrée, un « Ay thanks » qui ne nous laisse plus aucun doute sur l'opinion défendue dans ce lieu sur le référendum. La patronne confirme qu'il s'agit bien « d'un événement, de l'événement, tout le monde en parle ». Le journal *The Scotsman* continue d'alimenter la roue de la peur en relayant les craintes chiffrées du secteur financier : 9 milliards s'envoleraient si l'Écosse votait « oui » ! Qui décide dans ce pays ? En inversant l'assertion, on comprend que les Écossais sont invités à repousser le choix de l'indépendance, car dans le cas contraire ils s'exposeraient à une saignée financière. L'argent, la finance, une fois encore au cœur du débat, le révélateur d'un conservatisme exemplaire qui presse les détenteurs d'intérêts acquis de ne pas jouer avec le feu.

La base argumentaire s'intensifie, toujours sous l'angle de la peur, quand il est question d'une indépendance qui ferait figure de fardeaux pour les pauvres, d'insécurité économique et financière. Le camp du « no » mise sur le sentiment de crainte et donne des

allures rationnelles à son axe de campagne quand il révèle les conclusions d'un rapport baptisé *Why Scots should say no* : « les revenus du pétrole seraient en baisse, les institutions financières partiraient, le coût des pensions augmenterait ». La reine regarde ses enfants d'Écosse et les invite, maternelle, à bien réfléchir à ce qu'ils vont voter. Du côté du « yes », la presse rapporte qu'Alex Salmond aurait entamé des pourparlers pour que l'Écosse rejoigne l'Union européenne.



L'un des arguments majeurs du « yes » tenait au système de santé, le « NHS » écossais, bien plus avantageux que le système anglais.

Mardi 16 (J - 2), Glencoe. La capitale n'est pas des plus caudantes, l'heure est venue pour nous de reprendre notre route vers le nord-ouest, les Highlands, terres dont tout le monde dit qu'elles sont promises au « yes ». La traversée des Trossachs nous conforte dans l'idée que le vote agricole est acquis au « no ». Dans la vallée de Glencoe, la pression semble retombée. Ce n'est pas le cas.

David Cameron (Tories), Ed Miliband (Labour) et Nick Clegg (Déocrates libéraux) viennent de signer un vœu que l'on trouve à la une du *Daily Record*, « the vow ». Les représentants des principaux partis politiques du Royaume-Uni appellent les Écossais à la sagesse et, pour ce faire, leur permettent plus de pouvoirs dans le cadre de la dévolution. Au cœur de cette autonomie renforcée, le NHS (National Health Service), la sécurité sociale britannique, jusqu'alors menacée par les conservateurs et dont Alex Salmond a fait un axe central de son projet d'indépendance en promettant une solidarité de haut niveau. Les signataires du

pacte s'engagent à maintenir le principe de la Barnett Allocation, un mécanisme qui garantit 1 200 livres sterling par habitant, en faveur de l'Écosse. Ils abattent ainsi leur carte maîtresse et c'est peut-être là le tournant du vote.

Mercredi 17 (J - 1), Île de Skye. Sur cette île, la culture et la langue gaélique sont bien vivantes. Portree, sa ville principale, fait figure de bastion du « yes ». Du moins c'est ce que disent ses partisans, en nombre dans leur local du centre-ville dédiée à la campagne. Ils sont depuis deux ans sur le pont et maintenant convaincus de la victoire. Avec 97 % d'inscrits sur les listes électorales, une forte participation est attendue.

« Le oui devrait l'emporter dans les hautes terres, mais dans le sud, où l'on retrouve les populations riches, ce sera le non », analysent-ils. Ils nous confirment le vote des agriculteurs pour le « no », mais les propriétaires et les gros exploitants, en aucun cas les petits et les locataires, qui soutiennent le « yes ».

Leur regard est très binaire avec d'un côté un vote qui serait populaire, jeune (le droit de vote a été abaissé à 16 ans), catholique, progressiste, écologiste, et de l'autre un vote des riches, des plus de 55 ans, des protestants, des conservateurs. À l'extérieur, des véhicules circulent, invitant la population à participer au dernier meeting de la campagne.

Jeudi 18, Independence Day ? Les bureaux de vote sont ouverts jusqu'à 22 heures, dans les écoles, les commissariats de police... Nous quittons Skye en empruntant le ferry qui mène à Mallaig. Direction Glasgow, le foyer du « yes ». Nous nous installons à Stepps, village populaire situé à 8 milles de la Queen Street et de George Square, où se réunissent les partisans du « yes », aux pieds des statues des poètes nationaux Robert Burns et Walter Scott.

Notre camping héberge des partisans, au mieux dans des chalets, au pire dans des tentes. Il est situé au cœur d'une cité ouvrière, à proximité d'un bureau de vote où l'on croise

Carol, qui est certaine de la victoire du « yes ». L'espoir est énorme, à la hauteur de la ferveur populaire.

Quelques mètres plus loin, nous discutons avec Kenny, autre partisan du « yes », mais beaucoup plus tempéré sur les chances de succès. Pour lui, ce référendum est aussi le vote des classes populaires contre les classes riches, des progressistes contre les conservateurs. Il ne roule pas sur l'or, ne peut pas se faire soigner les dents, comme beaucoup de ses concitoyens à la dentition partielle. Le libéralisme, il sait ce que c'est et le référendum est pour lui une occasion de tourner le dos à Westminster et à ceux qui ne cessent de brader le welfare.

À George Square, l'ambiance est bon enfant... On chante, des banderoles anti-nucléaires sont déployées, on réclame plus de droits, les jeunes circulent déguisés avec parfois le masque de Margaret Thatcher, d'autres portent le drapeau écossais sur leurs épaules. Il fait bon vivre et chacun profite de ces derniers instants, un temps suspendu avant les résultats, qui ne seront connus qu'au petit matin.

Vendredi 19, le vote de la peur. Les résultats officiels sont annoncés à 6 heures du matin. Le « no » l'emporte avec 55,42 %. La gérante de notre camping pousse un ouf de soulagement : « L'indépendance aurait été une catastrophe économique, ce n'était pas bon pour les affaires ».

La messe est dite, le score pour l'indépendance n'est pas mauvais, mais l'espoir était là et il est déçu. La géographie anticipée du vote n'est pas respectée puisque hormis Glasgow, Dundee, le North Lanarkshire et le West Dunbartonshire, le « no » devance le « yes » partout y compris dans les Highlands.

Sur George Square, à 9 h 30 du matin, ont lieu les fêtes. Une déception qui se révèle le plus souvent par des pleurs ou des yeux humides, comme ceux de Lesly. Elle donne l'impression d'être perdue et revient sur les lieux de la fête avant de se rendre à son travail : « Aucun média ne nous

a été favorable, aucun. Le pouvoir était opposé à cette indépendance au-delà même du Royaume-Uni. » D'autres s'agacent devant les caméras, conscients qu'une chance histo-

rique vient de leur échapper. Finalement, le sondage donnant le « yes » vainqueur à certainement déclenché la contre-offensive des conservateurs. C'est la peur qui a pris le dessus, malgré les arguments progressistes du « yes ».



The vow, le vœu, est l'accord qui a sans doute fait basculer le vote. Il promet plus de dévotion à l'Écosse ainsi qu'aux autres nations du Royaume-Uni.

Il faut attendre la fin d'après-midi pour voir des partisans du « no », drapés de l'Union Jack, converger vers George Square afin d'occuper symboliquement la place du « yes ».

Démarche provocatrice et imbécille de la part de personnes qui ressemblent à des hoilligans. La confrontation semble inévitable, mais elle n'aura pas lieu, les partisans du « yes » préférant, au terme d'au moins trois heures de face-à-face, se retirer plutôt que de risquer des bagarres.

Samedi 20, Glasgow, Oxford. Alex Salmond est à la une de tous les jour-

naux. Il se retire avec beaucoup de fair-play, jugeant ne pas être l'homme de la situation pour accompagner le mouvement d'accroissement de l'autonomie écossaise promis par David Cameron et les leaders travaillistes et démocrates libéraux.

« La fin d'un rêve » titre The Times. Il n'est pourtant pas certain que le rêve d'indépendance écossaise s'arrête en si bon chemin. Quelques mois plus tôt, personne n'aurait imaginé les partisans de l'indépendance si haut dans les urnes, encore moins qu'ils feraient un temps vaciller le pouvoir au-delà des limites du pays.

« Qui peut dire ce que sera l'avenir de l'Écosse, déclarait la veille le président François Hollande. Ces coalitions de forces centrifuges se réfugient dans le cadre national, puis régional, puis local, se font plus petits pour paraître plus forts, le contraire de l'idée européenne. » Comment peut-on se tromper à ce point, combattre les forces progressistes qui peuvent justement revitaliser le projet européen au profit d'un soutien sans faille aux libéraux ?

À quelques kilomètres au sud de Glasgow, Robert Owen a expérimenté au début du XIX^e siècle dans les filatures qu'il dirigeait ce qui constituera la base sociale des revendications de la gauche britannique.

Le combat social reste aujourd'hui entier et doit trouver un nouveau souffle, car, comme dans beaucoup de pays, il a été trahi par la gauche de gouvernement. Ce combat était au cœur de la volonté d'indépendance.

Le dimanche, à Oxford, dans ce centre intellectuel au cœur d'un sud anglais coquet, nous pouvons mesurer de visu ce que nous savions déjà : la richesse produite par le royaume est très inégalement répartie. Là où des kilomètres de trottoirs inutiles bordent des champs entre deux villes aux maisons cosues, le prolo de Glasgow n'a plus de quoi se payer des soins de santé.

Christophe Kergosien

Le référendum écossais : et après ?

Trente-cinq députés de l'Alliance libre européenne avaient fait le déplacement en Écosse. Parmi eux, au titre de l'UDB, Pierre Fourrel, le responsable des affaires internationales, et Hugo Tran, stagiaire. Au programme : conférences de presse et visites des bureaux de vote, les polling places.

« Presse écrite et télévisions nous suivaient et nous interpellait constamment. LCI, TF1, télévisions britanniques... c'est bien la première fois que les caméras nous courent après dans la rue », s'amuse Pierre Fourrel. Les délégations étrangères n'ont pas chômé, courant de bureau de vote en bureau de vote, répondant aux questions des journalistes et saluant des Écossais qui les remerciaient de leurs soutiens.

Une longue journée : « En soirée, seul le chiffre de participation est sorti : 84 % ! Un chiffre énorme, qui prouve que les citoyens se mobilisent quand les enjeux sont là », explique Pierre Fourrel. Hugo ajoute : « Il faut souligner que cet engouement pour le « yes », et tout simplement pour le référendum en lui-même, a touché et fait se déplacer et s'exprimer les peuples, et non les États étrangers. »

Malgré l'influence des médias...

Le résultat tombe : les partisans de l'indépendance sont battus. Barack Obama est soulagé de voir un puissant allié demeurer « fort, robuste et uni ». Une prise de position étrange au regard du passé historique et politique des États-Unis. Hugo estime en effet qu'il est « curieux pour le champion de la liberté, lui qui s'est émancipé de la couronne britannique à la force des bras, de vouloir la non-émancipation du peuple écossais de son carcan londonien ».

Moins surprenante, la réaction de François Hollande, héritier d'un pays centralisé et jacobin, évoquant ce référendum exemplaire comme étant un « risque que l'Europe se dilue, et que la voie soit empruntée par les égoïsmes, les populismes et les séparatismes... »

« La population écossaise s'est passionnée pour ce vote, y a participé massivement, plus encore que pour les législatives britanniques », explique

Hugo, avant d'ajouter : « Un référendum serait donc un risque ? »

Pour Pierre Fourrel, c'est surtout l'attitude de la presse qui est choquante : « Le lendemain, le ton de la presse tranchait avec celui de la veille. Alors que la BBC, les dirigeants de l'Union européenne, l'Espagne, l'Italie, la France, Cameron brandissaient les promesses de dernière minute et jouaient sur la peur, tout le monde trouve cela à présent « mieux ainsi ». Maintenant, on fait ami-ami ? Pourtant, avant le scrutin, certains journalistes traitaient ouvertement

offerte au pays de Galles également. C'est à tout le moins ce que nous pouvons attendre », a estimé Leane Wood, la porte-parole du principal parti gallois.

« Certains députés anglais se demandent, après cette forte prononciation indépendantiste, pourquoi des députés venus d'Écosse à Westminster peuvent se permettre de se prononcer sur des questions exclusivement anglaises. Le mouvement du « Get the hell out of my lawn ! » (mélorité de tes affaires) est né. En effet, comme davantage de pouvoirs va [devrait ?] être accordé au parlement écossais, que seuls les Écossais détiendront, les Anglais souhaitent de plus en plus une chose similaire : un parlement uniquement anglais, traitant d'affaires exclusivement anglaises », explique Hugo Tran.

À la hâte, au dernier moment, les « grands » partis du Royaume-Uni se sont entendus pour un « vœu », mais il leur faudra convaincre leurs troupes maintenant. Déjà, les complications commencent...

Le Premier ministre écossais, Alex Salmond, avant d'annoncer son départ, a regretté que les vieilles générations aient « confisqué ci-dessous ». Mais attendra-t-on « une génération » comme la dit Cameron pour voter à nouveau sur cette question ? Si les promesses ne sont pas tenues, si le Royaume-Uni décide de ne pas rester dans l'Union européenne, la question peut revenir plus vite qu'on ne le pense.

Quoi qu'il en soit, « ce référendum, même perdu, est une victoire de la démocratie, une bouffée d'air frais dans une Europe des États-nations en déclin », selon Pierre Fourrel. C'est aussi ce que se disent les Catalans, qui voteront le 9 novembre prochain sur la même question, mais de façon non officielle, hélas !

Le Peuple breton

%	Ensemble	Hommes	Femmes	Âge						
				16-17	18-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65+
YES	45	47	44	71	48	59	53	52	43	27
NO	55	53	56	29	52	41	47	48	57	73

Données : Lord Ashcroft Polls.

25

Le Peuple breton - octobre 2014

Patrick Kemener,

syndicaliste, libertaire et fédéraliste



Pour Patrick Kemener, « la démocratie doit d'abord fonctionner à la base ».

Tout en acquérant « sur le tas » des compétences professionnelles de plus en plus pointues, Patrick Kemener a multiplié les expériences en entreprise, rencontrant le meilleur comme le pire en matière sociale. Il en tire une sorte de mode d'emploi de l'action syndicale, qu'il ne peut dissocier de l'engagement politique.

Le militantisme a pris Patrick dès le plus jeune âge. Adolescent, alors qu'il vivait chez ses parents à Huelgoat, on lui demandait déjà d'aller distribuer les tracts du PCF à propos de l'usine de kaolin! C'était dans les années 1973-1975. « J'étais de milieu ouvrier, mon père était maçon et ma mère, à force de formation et de persévérance, a terminé sa vie professionnelle comme aide-soignante à la maison de retraite de Huelgoat », nous explique Patrick.

Il garde de son parcours scolaire son passage comme pensionnaire à Huelgoat: « J'y ai appris à vivre en

commun et... à contester l'autorité! » Il quitte ensuite Huelgoat pour Morlaix où il suit une formation technique, mais lâche le lycée avant le bac. L'ambiance est à l'époque aux mouvements de grève chez les collégiens et les lycéens, et Patrick est marqué par cette culture post-68.

Premières expériences

De 1976 à 1978, il fait trois saisons (de septembre à décembre) à l'usine Saumon PC (devenue par la suite Marine Harvest). Un conflit a éclaté dès la première année et Patrick est associé

au mouvement de grève. « Celle-ci a été efficace, le syndicalisme jusqu'alors quasi secret a pu enfin se révéler, on a pu obtenir l'égalité des salaires des infirmiers, l'étalement de la production, et la protection de l'Aulne, où l'usine rejetait ses produits chimiques, se souvient-il. Je me suis rendu compte que l'action syndicale favorisait une pratique de la démocratie à l'intérieur de l'entreprise. Ce conflit m'a aussi fait réfléchir au fait que si on est respecté dans son travail, on est écouté en tant que syndicaliste. »

Après un an dans un magasin de bricolage à Paris, en 1979, le désir de découvrir le monde le prend et il s'envole rejoindre un ami en Côte d'Ivoire. « Arrivé à destination, j'ai été recruté dans une exploitation forestière pour financer la fin de mon voyage. J'ai été tout suite surpris par les clivages dans l'entreprise: entre Blancs et Noirs, entre Africains entre eux », explique Patrick, avant de poursuivre avec une pointe de regret: « Nous aurions souhaité avoir plus de contact avec les Africains, mais le colonialisme avait installé des barrières psychologiques qui avaient opéré de profondes fractures dans cette société. »

De retour en Bretagne, en 1982-1983, il trouve une formation de dessinateur et technicien d'études dans le bâtiment, spécialité chauffage-plomberie, à Rennes. Il s'agit de former des techniciens à une meilleure maîtrise des économies d'énergies. « À la suite de cette formation, j'ai fait la connaissance de mon patron, cadre dans une entreprise de mille cinq cents salariés. Il envisageait de créer sa propre entreprise à Paris. Je pouvais donc décrocher un emploi à plein temps, et vivre la création d'une entreprise passant de cinq salariés à quarante-cinq », relate-t-il. Il suit donc pendant sept ans les techniques de génie climatique qu'exigeait la transition de la « téléphonie électromécanique » vers la « téléphonie informatique ».

« Durant cette période, je n'ai jamais eu l'occasion de manifester ou de revendiquer quoi que ce soit. C'était une entreprise sans problèmes sociaux. Tous les salariés étaient actionnaires de l'entreprise et associés à sa bonne marche. L'autorité du patron était reconnue par tous pour ses compétences

techniques, reconnue également par la profession de haut niveau », explique Patrick.

Par nécessité familiale, il revient en Bretagne en 1990, où il connaît d'abord l'intérim, dans les travaux publics. « J'y ai acquis des compétences supplémentaires en tant que dessinateur, mais sans véritable avenir. »

Il est ensuite embauché, en 1992, dans une grosse PME au moment de la construction de l'hôpital de la Cavale-Blanche, à Brest. Sa mission est lourde à porter: il doit suivre la réalisation des plans, assurer le suivi du chantier, des réunions de synthèse et les commandes de matériaux pour approvisionner les chantiers de la Cavale-Blanche, et aussi de la faculté des lettres. « C'était la tâche d'un ingénieur, mais moi j'étais rémunéré comme un dessinateur! Ces mauvaises conditions de travail ont eu des conséquences sur ma vie personnelle. »

« Revenu au xx^e siècle »

Le contraste avec l'entreprise précédente de Paris était énorme. « Ici, les relations humaines étaient désastreuses et je constatais des méthodes de travail dépassées, avec un manque de capacité à travailler ensemble. Il n'y avait pas de relations entre le bureau d'études et les salariés du secteur de la production. Il était ainsi malvenu pour les ouvriers de venir s'informer dans les bureaux de leur propre initiative. »

« J'avais l'impression d'être revenu au xx^e siècle, raconte Patrick. C'est souvent à l'occasion d'une passation de pouvoir que des crises éclatent dans les entreprises. Le P-DG laissait sa place à un autre dirigeant qui fit rentrer son propre fils dans l'entreprise. Ce nouveau dirigeant décida de se séparer du secteur de l'étalement. Cette décision, improvisée, sans fondement économique, fut tellement « bien » gérée que le responsable et actionnaire du secteur « étanchéité » démissionna et que les agents de ce secteur furent abandonnés à leur sort! »

« Par ailleurs, des bruits coururent que beaucoup d'argent de l'entreprise, notamment des reliquats de fin de chantiers mal finis, était dehors, soit l'équivalent de deux mois de salaire de l'ensemble du personnel! Ce genre de bruit nourrit l'inquiétude, l'atmosphère se tendit, alors que l'ambiance s'était à

la longue un peu humanisée et que la parole se libérait. »

En raison donc de cette atmosphère de défiance, des rencontres hors entreprise avec les employés s'organisèrent. Il s'agissait de mettre en place une équipe syndicale et de préparer les élections du personnel, qui approchaient. La section syndicale mise sur pied, le choix entériné pour une délégation unique des représentants du personnel et au comité d'entreprise, la nouvelle équipe obtint 98 % des voix pour siéger, avec un taux de participation de 95 % sur les deux collèges (bureaux et production)! Un changement radical s'opéra dans l'entreprise, malgré l'hostilité de la direction.

Faisant suite aux inquiétudes concernant l'état des finances de l'entreprise, il fut décidé de voter la réalisation d'une mission d'audit. Lors de la première réunion du comité d'entreprise furent présentés les revendications du personnel, préalablement consulté: mise en place des 35-heures, revalorisation des primes de déplacement, prise en charge du repas quotidien pour tout le personnel, revalorisation des salaires, toutes revendications qui n'avaient jamais été prises en compte par la direction. Quatre ou cinq mois plus tard, une grève était déclenchée avec le mot d'ordre gagnant suivant: 5 % d'augmentation de salaire, réévaluation des primes de déplacement, consultation direction-représentants du personnel pour la mise en place de la loi Aubry sur les 35-heures!

Les leçons d'un mouvement

« Ce que je retiens de ce mouvement? L'ensemble du personnel avait retrouvé une certaine fierté, une vraie camaraderie, c'était formidable! J'en retiens aussi que pour dépasser une situation bloquée, il faut passer par la création d'un choc psychologique. Dans le cas qui nous intéresse, c'est la grève qui avait été l'élément libérateur, se confie Patrick. Le rapport de la mission d'audit exposait toutes les pistes pouvant établir un climat social serein dans l'entreprise. La direction aurait pu se servir de cet outil d'analyse, mais elle n'a pas su exploiter ce choc salutaire. L'entreprise a depuis été revendue au détriment des actionnaires d'origine, et d'une part d'effectif non négligeable. »

Patrick en garde quelques leçons: « Pour éveiller les salariés à une

conscience syndicale, il faut d'abord sympathiser avec eux. Puis aborder, petit à petit, des sujets sensibles comme le syndicalisme en entreprise, le droit du travail, faire des commentaires sur des conflits emblématiques, l'actualité économique et politique... C'est en fait une autre forme d'éducation populaire qu'il ne faut pas négliger. »

« Quand on y réfléchit, faire du syndicalisme, c'est faire de la politique. C'est-à-dire rappeler, non plus les droits et devoirs du citoyen dans la société, mais aussi les droits et les devoirs du salarié dans l'entreprise. La pratique du droit, la justice sociale, l'évolution au sein de l'entreprise sont des enjeux primordiaux, surtout dans un pays qui se targue d'être une démocratie, alors que le contrat de travail crée un lien de subordination du salarié au patron. »

L'action syndicale étant limitée par la loi, il apparaît logique de prolonger l'action sur le plan politique: création de nouveaux droits, jouissance de l'outil de travail, évolution de la démocratie en entreprise, remise en cause de la propriété privée de l'outil de travail. »

« Sortir du monothésisme institutionnel »

Patrick a choisi l'Union démocratique bretonne comme suite logique à son combat de toujours. « Je suis depuis toujours attaché aux idées libertaires et fédéralistes. Et j'ai trouvé au sein de cette formation politique une ressource et un appui qui concrétisaient une bonne partie de mes réflexions. Le fédéralisme permet d'aller à l'encontre de la pyramide des pouvoirs et rejoint l'idéal du syndicalisme: la démocratie doit d'abord fonctionner à la base, et tisser des solidarités à des niveaux géographiques humains. Et puis, les revendications fédéralistes vont bien au-delà d'une action se basant uniquement sur des critères régionalistes. » Un choix qui complète l'engagement syndical de Patrick, lui qui voit d'un œil inquiet « la désyndicalisation grandissante dans le BTP, notamment dans les PME ». »

Bref, ce qui anime Patrick, c'est l'urgence « à se sortir du monothésisme institutionnel, autant politique que syndical, ou tout se déciderait depuis le haut du château »!

Alain Kervenn

Livres

◆ Dessine-moi la Bretagne



Malgré son titre, *Dessine-moi la Bretagne* ne comporte aucun dessin ni graphique alors que l'auteur excelle en la matière : c'est un peu dommage. Pour le reste, ce livre, paru au printemps, est à découvrir par tous ceux qui sont préoccupés par l'avenir de la Bretagne : l'auteur, géographe à l'université Rennes 2, livre des réflexions, fruit d'échanges et de discussions avec la pluralité des acteurs bretons, quels qu'ils soient. Il en ressort une vision optimiste de l'avenir de la Bretagne, compte tenu de ses atouts :

– L'as de trèfle : en période de crise, il faut pratiquer la réappropriation : elle signifie la production locale de produits jusqu'ici importés. Exemple : le réseau Bruded, qui regroupe des collectivités engagées dans des réalisations concrètes de développement durable et solidaire.

– L'as de carreau : l'accroissement de la population va susciter un processus d'obligation de produire plus et mieux sur les terres disponibles. Or, l'économie de la terre est primordiale en Bretagne.

– L'as de pique : l'économie de substitution peut être définie comme un processus qui conduit des acteurs territoriaux à s'unir pour améliorer leur pouvoir d'achat. Par exemple, si les Bretons s'organisent, les potentialités du « bzh » sont réelles pour affaiblir des multinationales hors-sol (dans le monde des loisirs, du livre, etc.).

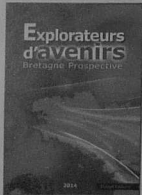
– L'as de cœur : l'économie des complémentarités. Pour résumer, la génération à venir devra être la génération C (communication, connexion, collaboration, créativité).

Il ne s'agit bien sûr que du résumé d'un ouvrage riche et discutable, mais qui a le mérite de proposer des solutions d'avenir en partant des singularités de la Bretagne et des Bretons.

Klaod Thomas

(Coop Breizh, 130 p., 12 €)

◆ Explorateurs d'avenir



Le club Bretagne prospective fait flèche de tous bois : alors que son créateur, le géographe Jean Ollivro, a fait paraître *Dessine-moi la Bretagne* (ci-dessus), le groupe de travail public *Explorateurs d'avenir*. Cet ouvrage aux multiples contributeurs aborde quatre thèmes et esquisse quatre solutions :

– La politique foncière : le foncier est un enjeu de démocratie participative auquel seul un schéma de cohérence régionale du foncier et des mobilités peut répondre.

– Le tourisme : le potentiel est là, mais l'activité stagne. Il reste à mettre en avant les éléments qui nous différencient.

– La mer : les liens terre-mer doivent s'accroître ; les enjeux sont déterminants.

– La mobilité : elle est devenue une clé pour le développement des activités.

Créée dans l'esprit du CELIB, Bretagne prospective se donne pour but de proposer des idées novatrices pour l'avenir de la Bretagne.

K.T.

(Diatell éditions, 160 p., 12 €)

◆ Gueule cassée/ Lom ar Geol



Derrière l'intrigue perçue un dialogue sur la Bretagne entre une « gueule cassée », Lom ar Geol (Guillaume la Gueule), nommé ainsi comme tous ceux, nombreux, qui étaient revenus de la guerre de 1914-1918 le visage détruit par un obus, et le recteur de sa paroisse. Entre eux va se développer un discours sur les deux Bretagne de toujours et celle qui lutte pour ses libérés. Toute l'histoire y passe : la révolte des Bretons rouges et la terrible répression qui s'ensuivit, associée à la mission du père Maunoir, les

lutes entre la république et la religion qui virent se révolter nombre de Lézonnards pour défendre « leurs » églises, le camp de Conlie où, pendant la guerre de 1870, périrent dans la boue des milliers de Bretons, et puis celle de 1914-1918, d'où Lom est revenu défiguré, avec le souvenir de ses camarades morts au combat, obéissant à des ordres prononcés dans une langue dont ils ne saisissaient que des bribes. Tout au fil du récit court la question évoquée par Morvan Lebesque : « Comment peut-on être Breton ? » Question à laquelle répond Xavier Grall : « On ne naît pas Breton, on le devient. » À un moment où les Bretons manifestent par milliers pour l'intégrité de leur territoire, ce roman du juriste Yvon Ollivier incite à une réflexion devant déboucher un jour ou l'autre sur des changements concrets.

K.T.

(Yoran embanner, 220 p., 13 €)

◆ Réfractaire ! Du FLB aux bonnets rouges



Il y a comme un air de famille entre les livres de la saison : l'identité bretonne. En tout cas, entre celui d'Yvon Ollivier (ci-dessus) et celui de Jean Bothorel, qui prit le risque d'hypothéquer toute une vie en participant à plusieurs attentats du Front de libération de la Bretagne. Le volume présente l'intérêt d'une maturation entre les premiers engagements de jeunesse et la réflexion du septuagénaire. En témoignent les derniers mots de l'ouvrage : « Dans cette Bretagne qui se fait, qui se réinvente avec orgueil, le terrorisme n'a plus sa place. » En dehors de cette leçon qui vient de qui sait de quoi il parle, *Réfractaire !*

nous apprend ou nous réapprend bien des choses sur l'histoire du FLB : le caractère spontané du mouvement, l'absence de lien avec d'autres partis pas plus qu'avec d'anciens de Breizh Atao exilés... Signalons que cet ouvrage est en partie la reprise d'un précédent du même auteur : *Un terroriste breton* (Calmann-Lévy, 2001). Il faut aussi dire que certains passages suscitent des réserves quand on a « le cœur à gauche », mais pour ce qui concerne l'histoire de l'Éman de ces dernières décennies, éclairée par le mouvement des bonnets rouges, ce livre vaut la peine d'être lu.

K.T.

(Coop Breizh, 160 p., 11,90 €)

Notre livre du mois

Émile Kerjean

Jean-Marie Le Clézio et la Bretagne

Skol Vreizh

Son nom est breton, sa réputation est mondiale, comme le prouve son prix Nobel de littérature. Ses engagements en faveur des langues et des cultures minorisées sont également bien connus. La qualité de son écriture est réputée, bien au-delà de « l'élite » intellectuelle. Son ouverture active aux problèmes du monde est de notoriété publique. Apprécié pour ses qualités littéraires par les élites francophones, Jean-Marie Le Clézio est-il breton ?

Breton au monde

Sa famille a certes des racines bretonnes, qui remontent au XVIII^e siècle. Elle s'est installée à l'île Maurice, dont l'écrivain, qui a connu une enfance niçoise, possède aussi la citoyenneté.

Découvrant tardivement son beau et grand livre intitulé *Révolutions*, j'ai mesuré combien la Bretagne était sous-jacente dans son œuvre. La suite n'a fait que renforcer cette impression. Depuis plusieurs années, ses interventions, interviews et ouvrages révèlent une bretonnité affirmée. Le petit livre d'Émile Kerjean vient à point le prouver et l'illustrer.

Appuyée sur son œuvre littéraire, la partie la plus étoffée du livre est consacrée aux chemins de Le Clézio, aux étapes de sa vie, depuis ses souvenirs d'enfance et de guerre près de Nice, dans une bulle sociale et culturelle mauricienne. Et puis des séjours en Angleterre, en Thaïlande, à Mexico, Panama, au Nouveau-Mexique, aux îles Maurice et Rodrigues, à Haïti et encore au Mexique. En Afrique, du Nigeria au Maroc, en Corée du Sud, au Vanuatu, en Argentine, en Suède, au Québec, en Afrique noire souvent, en Chine (encore et toujours) et au Japon, à Bogota, et de temps en temps à Paris. Beaucoup de photos et de cartes évoquent les parcours de ce Breton du monde ou du monde.

L'installation partielle – le retour ? – en Bretagne sous l'influence de son épouse marocaine n'est pas le moindre paradoxe de cette bretonnité qui n'est plus seulement d'ailleurs.

Une partie essentielle du livre est le compte rendu – une vingtaine de pages – d'une rencontre, celle de l'écrivain, de l'auteur du livre et de trois membres de l'équipe de Skol Vreizh, un actif,

jeune parent, et deux retraités de l'enseignement. Ce dialogue date de janvier 2014. Il étonne par la proximité de pensée entre « J. M. G. » Le Clézio et ses interlocuteurs d'Ar Falz, par la chaleur qui en émane, par les explications et les questionnements du grand écrivain : « Vous me définissez comme quelqu'un avec une identité multiple : moi, j'aurais plutôt tendance à me définir comme un Breton qui aurait perdu une part de sa bretonnité. C'est dû au fait que je ne suis pas né en Bretagne, que je n'ai pas grandi avec la langue bretonne et que je n'ai pas de lien familial, actuellement, avec la Bretagne [...], si je devais me donner une identité, je me sens plutôt breton qu'autre chose », affirme l'écrivain franco-mauricien.

Il rappelle sa différence d'appréciation avec l'écrivain de Morlaix Michel Mohr, qui affirmait : « Le problème de la Bretagne, c'est qu'elle n'a pas de littérature. » – « Comment pouvez-vous dire cela ? », répondait le Breton de l'île Maurice. « C'est tout le contraire, elle a une force littéraire très grande, très importante. Il y a tout ce qui est écrit, tout ce qui est conté, il y a tout ce qui est relaté. Si on additionne tout cela, c'est une littérature importante et forte ! »

« Une époque de transformation »

La réaction des Bretons face aux difficultés, les combats qu'ils mènent sont vus avec sympathie et même optimisme par ce géant littéraire de 74 ans : « [...] alors, je me dis que la génération présente a cette chance d'être devant un avenir, de croire en l'avenir de cette histoire, de cette langue, de cette idée de la Bretagne et je pense que ça, c'est très positif. Pour moi, il n'y a aucun doute, nous vivons en Bretagne une époque de transformation, une époque de progrès. Nous allons dans le sens du progrès. »

Ce Le Clézio progressiste, humaniste, mondialiste et breton mérite décidément d'être lu, relu, écouté dans son œuvre, mais aussi dans ses positions au quotidien.

Les 84 pages de ce petit livre bien illustré sont une belle introduction à ce regard renouvelé.

Jean-Jacques Monnier

(Skol Vreizh, 84 p., 12 €)

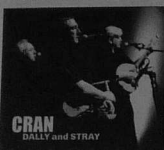
Nous avons reçu... et nous vous en parlerons si la place le permet :

- ◆ Lionel Davoust – *La Route de la conquête*, éditions Critic, 19 €.
- ◆ Frédéric Morvan – *La Chevalerie bretonne au temps de Duguesclin*, Institut culturel de Bretagne, 25 €.
- ◆ Viviane Carlier, Loïc Tréhin – *Plantas des côtes rocheuses de Bretagne*, Yoran embanner, 29 €.
- ◆ Stéphane Brousse, Sandra Lefrançois – *Batraciens et reptiles en Bretagne*, Yoran embanner, 29 €.
- ◆ Franceau-Maria Perlettini – *Histoire de Corse : le pont de vue corse*, Yoran embanner (rééd.), 12 €.

Musiques de Celte

par Philippe Cousin

CRAN
Daily and Stray



Formé à l'aube des années 90, après quatre albums de qualité, le groupe Cran n'avait plus fait parler de lui depuis une douzaine d'années. Ils sont de retour en 2014 avec un cinquième opus qui voit le trio irlandais nous proposer un album *Daily and Stray*, qui saura comme les précédents vous enchanter.

Pourquoi changer une équipe gagnante ? Desi Wilkinson, flûtiste bien connu en Bretagne, Ronan Browne, *uilleann piper* d'Alto Ceili et Seán Corcoran, joueur de bouzouki et surtout la voix du groupe, nous présentent cette fois une douzaine de titres parmi lesquels huit magnifiques chansons qui permettent de retrouver la chaude voix de ténor de Seán.

Au fil de l'album, vous reconnaîtrez sans peine des standards de la tradition irlandaise parmi les chansons originales de Belfast, mais aussi du Donegal et même d'Écosse. Ainsi, *The Next Market Day* qui ouvre l'album, qui trouve sa source dans la presqu'île d'Inishowen à la pointe septentrionale du Donegal. C'est aussi *Callaich an Airgead*, traditionnel du Connemara qui fit les beaux jours de Planxy dans les années 70.

Caractéristiques de la tradition irlandaise, plusieurs chansons dites macaroniques, qui voient un couplet en anglais succéder à un couplet en gaélique : *Tá Méi Mo Shuí* et *Giolla na Scrab*. Plus originale, une chanson de foulage du tweed des îles Hébrides - *O O Bheir M'Leam*.

Entre les chansons, l'album est ponctué par de subtils reels et de sautillantes jigs, conférant à l'ensemble une variété de bon aloi.

Espérons maintenant que nos trois amis n'attendront pas 2026 pour nous gratifier d'une nouvelle galette.

(Black Rose Records BRRC005
www.cranmusic.com)

WE BANJO 3
Gather the Good



Le banjo, même s'il est moins populaire que le *fiddle* ou la flûte, a depuis bien des années été présent dans la tradition irlandaise. On peut citer le maître en la matière, Barney McKenna, des Dubliners, qui a introduit le banjo ténor dans la musique traditionnelle.

Dignes émules du grand Barney, voici deux frères, les Scahill et David et Martin Howley ont fondé le groupe *We Banjo 3* en 2012 et commis un premier album. Conservant le même nom, ils se sont depuis adjoints les services de Fergal Scahill (*fiddle*, guitare, banjo...).

Passés maîtres dans l'art de mélanger subtilement traditionnels irlandais, *old time*, *bluegrass* et country américains, d'accords ont déjà baptisés «celtgrass» leur style original.

Sur *Gather the Good*, ils nous proposent une musique plus aboutie, plus affinée, avec arrangements resserrés et enrichis de l'appel au *fiddle*, avec même quelques touches canadiennes et écossaises.

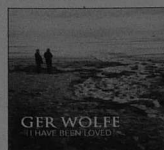
Douze titres instrumentaux et vocaux sur lesquels le ténor David apporte une profondeur jusque-là peu développée. Aux côtés des compos originales, on reconnaît le standard *The Rocky Road to Dublin* ou encore *The Long Black Veil*, précédemment interprété par Johnny Cash ou Mick Jagger aux côtés des Chieftains.

Sur *Get Onboard*, le *fiddle* s'autorise des libertés jazzistiques de la plus belle teneur. Tout au long de l'album, traditions irlandaises et américaines s'entrecroisent et, à l'écoute de certains morceaux, on se croirait revenu dans les champs de coton du xix^e siècle.

Une énergie à tout crin caractérise un album qui en appelle d'autres.

(Autoproduit WB3C0002
www.webanjo3.com)

GER WOLFE
I have been loved



Tous les deux ou trois ans depuis 1998, le *folksinger* de Cork, Ger Wolfe, nous gratifie d'un nouvel album. Il nous présente aujourd'hui son septième opus, un album sensiblement différent du précédent, sur lequel il faisait la part belle à la langue traditionnelle.

Dix titres ici, tous en anglais, des chansons souvent teintées de mélancolie et de regrets comme sur *I have been loved*, qui donne son titre à l'album. Mais aussi d'espoir - *Shine Down Warmly* pour une introduction tout en douceur et en sentiments. Car les sentiments et l'amour sont ici bien présents, tout au long des dix titres : *Silent Hymn*, *Lay your burden down* ou *Will awake*.

Ger Wolfe est un auteur-compositeur de talent reconnu de tous - il signe l'ensemble des titres - et nombre de chanteurs irlandais ont d'ailleurs emprunté à son répertoire, notamment Karan Casey. À son écoute, vous penserez immanquablement à un autre Corkman, John Spillane, ou au grand Leonard Cohen.

Il sait également s'entourer de musiciens de valeur pour le seconder dans ses œuvres. Martin Leahy aux percussions, Shane Scallan à la guitare électrique, Eidel Sullivan au violon ou Kevin Murphy au violoncelle et quelques autres sont au rendez-vous de cet excellent disque.

Laissez-vous bercer par cet album intimiste aux reflets romantiques.

(Ragdey RAGD0112
www.gerwolfe.com)

GOITSE
Tall Tales & Misadventures



On ne compte plus les groupes qui émergent tous les ans au sein de la musique irlandaise. Certains font quelques tours de piste et après, salut la compagnie ! Goitse, issu de la très renommée section musicale de l'université de Limerick, n'est pas de ceux-là.

Un album en 2010, un second en 2012, ils nous reviennent en 2014 avec une troisième galette - *Tall Tales & Misadventures* - qui, en onze titres, nous conte leurs mésaventures au fil de leurs nombreuses tournées.

La base rythmique est ici impulsée par le *bohrán* omniprésent de Coim Phelan et la guitare de l'excellent Conal O'Kane. S'y adjoignent le banjo de James Harvey, l'accordeon et le piano de Tadhg O'Meachair ainsi que le *fiddle* d'Aine McGeeney qui pousse également la chansonnette sur trois titres : *Carrick-A-Rede*, apprise de l'Irlando-Américaine Cathy Ryan, *Ye Lovers All* et *Tá Sé Na Lá* d'Éithne Ní Uallachain, la regrettable chanteuse du groupe La Lugh, qui a inspiré Aine depuis ses plus jeunes années.

Les musiciens ont ici privilégié des morceaux très rythmés plutôt que des ballades mélancoliques et l'on en perçoit la vitalité notamment sur *Kansas City Knockout*, *Boodlin* ou *Tip to Dixie*.

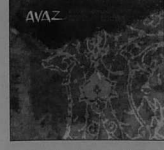
Deux invités interviennent sur quelques morceaux : Kieran Munnely au chant et Martin Brunson à la contrebasse.

Clin d'œil humoristique à leurs tournées de par le monde, l'illustration naïve de la jaquette due au talent du Dublais Tom McNally.

On n'a plus maintenant qu'à se caler cet excellent album entre les deux oreilles en attendant la suite dans deux ans, puisqu'il semble que ce soit le rythme de création du groupe.

(Autoproduit GSE CD3
www.goitse.ie)

Keyvan CHEMIRANI
AVAZ



Rencontre, fusion, métissage, mariage... Peu importe les mots qui seront utilisés ici, seul le résultat compte, et il faut le dire encore une fois : la tradition n'est pas morte, mais elle est souvent quand elle se froite aux sons venus d'ailleurs qu'elle est la plus forte et la plus persuasive... Pour ce projet, *Avaz*, le percussionniste iranien Keyvan Chemirani, que l'on a déjà croisé (entre autres) au sein du Trio Erik Marchand avec Titi Robin, a réuni deux voix superbes, celle d'Armie Ebraz et celle de sa sœur, Maryam Chemirani. La première chante en breton, bien sûr, et la seconde des poèmes persans des x^e et xix^e siècles. Entourés du flûtiste Sylvain Barou, de Hamid Khabazi, joueur de tar, une sorte de luth, et, sur un titre, de Jacky Molard (alto), ils nous offrent un album très réussi, où les percussions et les voix prennent évidemment une grande place. Et des plages de toute beauté, telle *Me am eus ur feunteun*, qui revisite une gwerz très connue. Ou encore cette chanson d'amour perse, *Chabi dar Granada*... Parfois, les voix des deux chanteuses se mêlent pour produire une langue bien à elles, qui semble inventée de toutes pièces, ajoutant une petite touche de fantasmagorie à l'ensemble. Chants sublimes et instrumentaux variés se suivent pour un résultat des plus convaincants.

(Innacor, L'Autre Distribution, INNA11417)

Yann TIERSSEN
∞ (Infinity)

Le huitième album du Breton Yann Tierssen nous transporte à des années-lumière de Montmartre et des petites ritournelles d'Amélie Poulain, qui, il faut bien le dire, ont largement contribué à faire connaître le musicien compositeur... Ici, point de métro parisien ni d'atmosphère irrespirable chargée de particules cancérogènes... ∞ (Infinity) est une invitation au voyage. C'est à Quessant, l'île fétiche du musicien, que l'on

Seloouit

par Pierre Morvan

POLIG

Il a consacré sa vie à la musique bretonne et celle-ci lui doit beaucoup. Avec Dong Le Voyer, il fonde ce qui deviendra la fédération des bagadot d'aujourd'hui. Boudage ar sonenon. Avec le succès, l'essor et le développement que l'on sait : la BAS, qui regroupe quelque cent trente bagadot et plus de six mille sonneurs, contribue largement à la formation des jeunes musiciens de Bretagne. C'est à lui que l'on doit également la création du premier bagad, celui des chemins de Carhant. C'est aussi Polig Montjaret qui, outre un immense travail de collectage - plus de cinq mille morceaux recueillis - crée le Kan ar bobl, creuset inégalable pour la musique bretonne et révélateur de nombreux talents. Bref, un travail immense et fondateur qui lui a valu, entre autres, une chanson de Gilles Servat. Le conseil municipal est revenu sur sa décision. Assurément cette fois, par la calomnie, la rumeur et la désinformation. Mais son souvenir restera ancré chez tous ceux que la musique des bagadot fait vibrer...



voguer à l'infini sur un océan de boucles moutonneuses... On est bien à Quessant ! Un voyage onirique, captivant, envoûtant... (Mute, Naïve)

Cécile CORBEL
La Fiancée

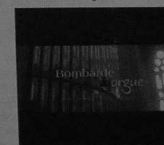


Révisée au « grand public » quand sa musique a été retenue pour la BO du film d'animation signé Hiromasa Yonebayashi, *Arriety, le petit monde des chapardeurs* - 15 millions d'entrées, quand même... - qui la propulse « disque d'or » au Japon, la jeune harpiste bretonne Cécile Corbel trace depuis lors son petit bonhomme de chemin, sans grand tapage mais avec une belle constance. Tout en continuant de composer pour le cinéma avec *Terre des ours* et après avoir joué le rôle-titre d'Anne de Bretagne, l'opéra rock d'Alan Simon, elle sort aujourd'hui son huitième album. La

Fiancée, publié chez Polydor, ce qui sonne comme une vraie reconnaissance. Quelques fois comparée à Kate Bush, Cécile Corbel joue à plein la carte d'un romantisme achevé, et pas seulement sur la photo du livret... Jolie voix, jolis arrangements, jolie pochette... La *Fiancée* est avenante, pleine de promesses, mais elle n'est pas la seule héroïne de l'histoire... Il y a aussi *Ballerina* ou *La Fille du miroir*, *Emmène-moi* ou *Tristes noces*, on s'y consume pour l'être cher et l'on assassine par amour... La chanson est toujours la même et les mots s'enchaînent aux semaines... Un album de folk-pop de la meilleure eau, délicate et plutôt mélancolique, « comme un sortilège ».

(Polydor, Universal)

André LE MEUT & Philippe BATAILLE
Bombardé & Orgue



Avec son complice l'organiste Philippe Bataille, André Le Meut continue d'explorer le répertoire *Bombardé & Orgue* popularisé dans les années 70 par le couple mythique formé par Jean-Claude Légaré et Louis Trudel. Le premier est titulaire du grand orgue de l'église Saint-Cornély, à Carhant. Le second pratique la bombardé depuis plus de trente ans et engrange les distinctions : plusieurs fois champion de Bretagne en couple, primé au Kan ar bobl, il fut aussi parsonnier du bagad de Lokoal-Mendon... Le duo a déjà publié deux albums, en 2005 et 2011. La troisième « tranche » est particulièrement copieuse, puisque la galette que nous servent les deux musiciens contient vingt-six morceaux enregistrés par Pascal Lamour à Saint-Cornély. Des cantiques, beaucoup de cantiques, des marches, des mélodies, quelques danses aussi, et puis *L'Hyver*, un adagio de Vivaldi, *L'ave Maria* de Czerny composé par Vladimir Vavilov, *La nuit descend*, signe Louis Trudel... « Une musique à la fois populaire et céléste, une splendeur », écrit Pascal Lamour, il n'a pas tort... (BNC, Coop Breizh)

Les 15 ans d'« Hopala ! »

Lancée en 1999, la revue littéraire et artistique *Hopala ! La Bretagne au monde* poursuit malgré des moyens modestes sa vocation de susciter et faire connaître des talents en consacrant dans chaque numéro un cahier à un artiste invité, en publiant poèmes, nouvelles, débats, notes de lectures, interviews... Focus sur les deux derniers numéros, 44 et 45.

Dans un article intitulé « Vers de nouvelles formes politiques ? », Christian Demeur-Valleée pousse la réflexion sur le fédéralisme en explorant un champ de possible que l'on pourrait qualifier

fonctions de l'État, doublée d'une prise de contrôle sans limites sur la vie des individus ».

L'article suivant, « Minorités et autonomie culturelle », est de notre ami Yves Plasserud et pousse la réflexion sur le fédéralisme en brossant l'histoire politique de cette idée, les débats qu'elle a suscités notamment chez les marxistes, et bien sûr les exemples récents comme les expériences des Indiens du Chiapas (EZLN) ou la loi hongroise du 7 juillet 1993 : « L'Assemblée nationale déclare qu'elle considère le droit à l'identité nationale et ethnique comme faisant partie intégrante des droits universels de l'homme, qu'elle reconnaît les droits individuels et collectifs spécifiques des minorités nationales et ethniques comme étant des droits et libertés civiques fondamentaux, et qu'elle s'emploie à les faire respecter dans leur totalité dans la République de Hongrie », s'interdisant toute politique « visant ou conduisant à l'assimilation des minorités [...] ».

En publiant ce genre de tribunes, *Hopala !* se place parmi les promoteurs de la diversité culturelle, loin des revues parisiennes pour qui la diversité est acceptable pourvu qu'elle soit loin.

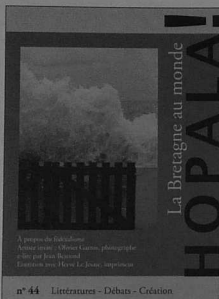
Numéro anniversaire

Pour ses 10 ans, en septembre 2009, la revue était passée à la couleur, nécessaire à une meilleure mise en valeur du cahier consacré à l'artiste invité. Pour ses 15 ans, elle propose un numéro exceptionnel (n° 45) qui présente une sélection d'œuvres de quinze artistes contemporains accompagnées d'autant de textes de « femmes ou hommes de plume » : entretien imaginaire, poésie et prose y côtoient ainsi peintures, photographies et sculptures.

Une « manière résolue », pour Alain-Gabriel Monot, « de fêter [cet] anniversaire sous le signe simple de l'évidence de la beauté ».

Le Peuple breton

Hopala ! La Bretagne au monde
13, rue du Pontingou
29000 Quimper
Trois numéros par an. Abonnement : 30 €. revue.hopala@gmail.com = 06 32 36 00 42 - http://hopala.canalblog.com



On s'en souvient peut-être, *Hopala !* s'est d'abord appelée, le temps d'un numéro, *Noir/blanc*, mais un mauvais procès fait par un éditeur parisien au nom proche (Noir sur blanc), spécialisé dans les littératures... d'Europe de l'Est, a convaincu le fondateur de la revue d'opter pour un autre nom, l'interjection bretonne « *hopala !* », exprimant « la surprise, bonne ou mauvaise, face à un événement ».

Littérature, création et... débats
Cela dit, dès *Noir/blanc*, un certain ton était donné, en témoin de ce texte de l'universitaire brestois Jean-Yves Le Dizet (fondateur de la revue et directeur jusqu'en 2003) intitulé « Mes filles expliquées à la République », réponse ironique à *La République expliquée à ma fille*, ouvrage publié l'année précédente par Régis Debray.

En 2003, l'écrivain Gérard Prémel prend les rênes d'*Hopala !* et signe au passage « Le monde comme je... », qui nécessitera un droit de réponse accordé à l'auteur du *Monde comme si...* !

Depuis 2009, c'est le poète Alain-Gabriel Monot qui préside aux destinées de cette revue de débats politiques, sociaux et économiques, mais aussi très largement consacrée à toutes les formes de la culture bretonne (littérature, arts plastiques, architecture, cinéma, musique...) pensée « comme un tremplin pour s'ouvrir au monde, aux cultures minorisées, aux artistes bretons ou non qui travaillent en Bretagne ou l'évoquent dans leurs œuvres », en donnant une place au français, au breton et au gallo, mais aussi à la poésie, avec le « cahier de création ».

Hopala ! est une vraie revue engagée, comme en témoigne le numéro 44, dans lequel on retiendra surtout ce dossier consacré à la notion de « fédéralisme ».

d'« hors-État ». Revisitant d'anciens concepts comme l'autogestion ou l'autonomie, il donne un coup sévère aux modèles de référence actuels « qui ont eu pour effet d'aboutir au fil du temps, à une croissance incessante des pouvoirs et

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE RÉGIONS ET PEUPLES SOLIDAIRES EN CORSE

Pour les 20 ans de Régions et Peuples solidaires, les partis membres de la fédération se sont réunis à Venulasca, à côté de Bastia, en Corse. Deux sujets principaux animalent ces journées d'été : la réforme territoriale, bien sûr, mais aussi la montée du Front national et autres mouvements xénophobes en Europe, qui inquiète. Petit compte rendu.

C'est dans une ambiance estivale que les participants de cette université d'été ont été accueillis par le PNC, Partito di a Nazione Corsa, et notamment par Gilles Siméoni, nouveau maire autonome de Bastia, la deuxième commune de Corse en nombre d'habitants.

Si l'on ne devait retenir qu'un mot de ces journées, il s'agirait d'« autodétermination ». Car l'année 2014 est riche en événements, à commencer par les référendums, écossais et catalans, mais aussi les conflits en Ukraine, en Azavade, en Palestine ou au Kurdistan où, à chaque fois, il est question de minorités. Et autant la fédération Régions et Peuples solidaires a soutenu les initiatives démocratiques comme les référendums écossais ou catalans, autant la motion finale du congrès « condamne la parodie de processus d'autodétermination auquel on a assisté en Crimée, sous pression militaire et à marche forcée, sans aucun débat démocratique et sans aucun égard pour la communauté autochtone des Tatars ».

Le FN ennemi des identités régionales

Par ailleurs, grâce à l'expérience du Partit Occitan à Orange, notamment celle d'Anne-Marie Hautant (page 2), les militants ont pu comprendre la façon dont un maire d'extrême droite gère au quotidien une mairie : assèchement des

subventions aux associations, censure de l'opposition, augmentation des moyens sécuritaires... le tout pour un taux de chômage parmi les plus forts de Provence.

L'assemblée réunie a inscrit dans sa résolution que « le Front national est le pire ennemi de la régionalisation, des identités régionales et du projet européen », à l'exact opposé des valeurs de la fédération. Et justement, cette dernière est en cours d'élargissement puisque les territoires des colonies historiques en Caraïbe, dans l'océan Indien et dans le Pacifique, représentés par l'ancien député européen Jean-Jacob Bicep, intègrent le mouvement et renforcent ainsi le poids de Régions et Peuples solidaires en lui donnant de nouvelles perspectives.

Enfin, concernant la réforme territoriale, elle a été qualifiée d'« entrepise de recentralisation », de « véritable



diktat jacobin, qui met la haute administration et les préfets à la manoeuvre ». Pour la fédération, c'est un « déni de démocratie, sans considération pour les peuples, pour les territoires, sans considération pour les citoyens », qui « renforcera l'inégalité entre les territoires selon une idéologie néolibérale ».

Le ton est donné ! La fédération Régions et Peuples solidaires, plus remontée que jamais, ne baisse pas les bras...

G.B.

Mots croisés n° 279

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

HORIZONTALEMENT : 1. Grimpeurs - 2. Méprisant ; Possessif - 3. Abbatis ; Branchés - 4. Nettoie ; Article bérique - 5. Petit terrain ; Diminue la surface des voiles - 6. lie bretonne ; Mouvement qui lutte contre la prostitution - 7. Poste ; Surveille les émissions ; Pronom personnel - 8. Abri des céréales ; Biscuit nantais ; Dans Nantes - 9. En pays gallo, sable mouvant des bords de mer ; Qui l'a fait n'était pas triste - 10. Couvre-lit ; Déchiffrée - 11. Problème ; Fortes en goût.

VERTICALEMENT : 1. Les belles filles n'en manquent pas ; Note - 2. Flatter ; Maisaines - 3. Sous ; Meuble héraldique - 4. Provenu ; Nation celtique - 5. Refus puéril ; Filets de lumière ; Sent mauvais à l'envers - 6. Familier au diable ; Note - 7. Sainte du calendrier ;

Clité antique - 8. Organes de filtration ; Houat ou Hodic - 9. Couche de papier sensible à la lumière ; Europe - 10. Passage étroit ; Émissions.

Ronan Pagan

SOLUTION DU N° 278

Horizontalement : 1. OB ; AGRAFÉE - 2. RIAL ; MARX - 3. SEMENCE ; EO - 4. RENÉ ; SAÏD - 5. VEREUX ; LNE (Lune) - 6. ÔLT - 7. LAÏD ; ÉPIÉE - 8. LUT ; PRIE - 9. ET ; TUNNELS - 10. ERGOTEE ; ET - 11. SERRE ; SKAI.

Verticalement : 1. ORS ; VALLÉES - 2. BIÈRE ; AUTRE - 3. AMERRIT ; GR - 4. ALENE ; TOR - 5. NEUF ; PUTE - 6. ERNE - 7. AMES ; OPINES - 8. FA ; ALLIEE - 9. EREINTE ; LEA - 10. EXODE ; EESTI.

La page du PB

Vos questions Nos réponses

« Posez une question au journal : nous essaierons de vous répondre. Mais... ne soyez pas impatient, le nombre et la complexité des problèmes soulevés nous contraignent parfois à différer notre réponse. »

La rédaction du *Peuple breton*

Question 162

Quelles ont été les relations internationales les plus fortes que l'UDB a entretenues au cours de son histoire ?

Réponse

Il est facile de répondre à votre question : l'UDB a en effet eu une action internationale très importante dans le cadre d'un accord qu'elle avait initié et qui portait le nom de « Charte de Brest ». Cette charte qui eut longtemps comme animateur Hervé Grall, un membre cofondateur du parti et qui a siégé au bureau politique, visait à rassembler des formations politiques (partis ou mouvements) autonomistes ou nationalistes, nettement orientés à gauche. Trois partis sont créateurs le 3 février 1974 : l'Union démocratique bretonne, l'UPG (Union du peuple galicien) et l'IRM (Mouvement républicain irlandais), l'aile gauche du Sinn Féin. Ils adoptent une « Déclaration sur la lutte contre le colonialisme en Europe occidentale » en 3 langues, l'anglais, le gallego et le français. Par la suite, « HAS (Herriko Alderdi Sozialista) » Parti socialiste basque et « Cymru Goch » Pays de Galles rouge vinrent s'ajouter aux trois fondateurs.

Par la suite, plusieurs autres formations adhérèrent à la Charte de Brest ou s'allièrent avec elle. Le mouvement ainsi initié resta vivace jusqu'à la fin des années 70.

LE PEUPLE BRETON / POBL VREIZH
Mensuel (50^e année)
Rédaction : BP 1 - 29850 GUESNOU
peuple.breton@orange.fr

Directeur de la publication :
Jean-Claude Le Goualle
Rédacteur en chef :
Gael Briand
06 71 83 70 76
Rédacteur-adjoint :
Ronan Leprohon - 02 98 07 81 34
Responsable des pages Pobl Vreizh :
Jean-Claude Le Goualle
Secrétaire de rédaction :
Jasques Dyonizak
Responsable calendrier :
Christian Pierre

Ont contribué à ce numéro :
Sabine Comès, Anne-Marie Hautant, Gael Briand, Mona Bras, Nono, Patrick D. Morvan, Yann Filyet, Jean-Michel Le Boulanger, Alan ar Gal, Sylvie Toupin, Rwanon Kerrella, Mikael Madoz, Fred ar Meur, Hervé Lannuzel, Jean Roudard, Christophe Kergosten, Dominique Grabet, Pierre Fourel, Hugo Tran, Alain Kerveen, Christian Pierre, Jean-Jacques Monnier, Kléod Thomas, Philippe Cousin, Pierre Morvan, Jacques Dyonizak, Ronan Pagan, Ronan Leprohon.
Correspondants :
Dans les Balkans : Jean-Arnaud Dérens
En Catalogne : Philippe Liria
En Corse : Fabiana Giovannini
En Occitanie : Gérard Tauli
En Italie : Francesco Diaranto
Critiques de disques :
Bretagne : Pierre Morvan
Celtie : Philippe Cousin
Critiques de livres :
Jean-Jacques Monnier
19, Penn-ar-Pave - 22300 Lannion
Livres en breton
Hervé Lannuzel
27, boulevard Lassinac - 35000 Rennes
Responsable de la publicité :
Ronan Leprohon, au journal
Responsable de l'administratif et de la diffusion :
Gwendal Rioual - 02 96 61 54 11
Editeur :
Presses populaires de Bretagne
CPPAP - 0717 G 86914
ISSN : 0245-9507
Dépôt légal : n° 4071
Impression et routage :
Clôtre imprimeurs à 29800 Saint-Thonan



aujourd'hui, être libre,
c'est être informé.



Jeu du PB d'octobre

Pour ce mois-ci, notre jeu permettra à deux gagnants tirés au sort, comme d'habitude, d'obtenir des CD. D'abord, un CD breton double, intitulé *Kalon ur Vamm*, puis un album de Hamon et Hervéux.

Les autres lots seront constitués par 8 albums en couleur de *Boulig ha Bilig*.

Comme d'habitude, pour participer au tirage au sort qui attribuera ces lots, il suffit de nous adresser avant la fin du mois (le cachet de la poste faisant foi) sur papier libre, vos nom, prénom (obligatoire) et adresse. Une seule participation par personne et une seule adresse à utiliser. *Le Peuple breton*, BP 1 - 29850 Guesnou.

Résultats du jeu du PB de l'été

Dix exemplaires de *Boulig ha Bilig* étaient à gagner par tirage au sort au jeu de l'été. Ont été désignés par le tirage au sort : Loelz, de Lannion (22) ; Fabrice, de Saint-Evarzec (29) ; Sabine, de Errest (29) ; Hervé, de Ploudaniel (29) ; Jakez, de Redon (35) ; Julia, de Rennes (35) ; Nathalie, de Saint-Malo (35) ; Paul et Quentin, de Nantes (44) et Albertine, de Paris (75).

Ces gagnants ont reçu leur lot en septembre.

34

Le Peuple breton - octobre 2014



Abonnements, administration :
9, rue Pinot-Duclos
22000 SAINT-BRIEUC
Tarifs abonnements :
11 numéros par an (dont deux spéciaux) : 40 €
Abonnement de soutien : plus de 40 €
Chômeurs, étudiants : 20 €
Étranger : nous consulter

LE PEUPLE BRETON ADMINISTRATION

Pour toutes vos demandes relatives aux abonnements, à la diffusion ou à l'administration du *Peuple breton*, vous pouvez nous contacter au 02 96 61 54 11 (téléphone-répondeur) ou à peuple.breton@orange.fr.

PUBLIEZ VOTRE LIVRE
entre 20 et 1500 exemplaires
Conseiller > Imprimer > Relier > Ré-imprimer

SKIGNIT HO LEVR
etre 20 ha 1500 skouerenn
Kuzulian > Moullan > Keinañ > Ad-voullañ

- Roman
- Recueil de poésie
- Histoire d'une famille
- Livres pour enfants
- Livres mixtes noir et blanc et couleur

- Romant
- Barzhoniezh
- Istor ur familh
- Levriou evit ar re vihan
- Levriou e G&D ha liou kemmesket

Questelio
impression & services numériques

505, rue Julien de La Gravière • Port de Commerce • CS 92901 • 29229 Brest Cedex 2
Tél. : 02 98 44 68 23 • Fax : 02 98 44 94 23 • infos.clients@questelio.fr • www.questelio.fr

© Région Bretagne

CHAPELLE DE BRASPARTS

Skoaz ouzh skoaz

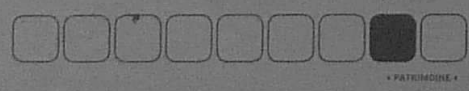
Épaule contre épaule

AGISSONS ENSEMBLE POUR SAUVEGARDER LE PATRIMOINE BRETON

Vous aimez le patrimoine et vous voulez contribuer à sa sauvegarde. Devenez « Mécène de Bretagne » !

Basé sur le principe de mobilisation citoyenne, le dispositif « Skoaz ouzh skoaz » permet à chacun d'agir, par ses dons, sur le montant de l'aide que le Conseil régional peut allouer à un projet de restauration d'un bien patrimonial (église, chapelle, château, lavoir, fontaine, voilier, etc.).

→ Plus d'info sur bretagne.fr/sos



* PATRIMOINE *